Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 24 mars 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°599 ■

ALGÉRIE-FRANCE

« Le contentieux a été créé de toutes pièces»

P 16

TEBBOUNE À PROPOS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET HYDRIQUE

De grands progrès réalisés par l'Algérie

● Augmentation progressive des salaires et de l'allocation chômage : Tebboune réitère son engagement

PERMANENCE DURANT L'AÏD

Mobilisation de plus de 54 000 commerçants P 2

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le géant chinois GWM présente son projet en Algérie P 5

FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINE D'ALGER

Lancement de la 2e édition du Prix de l'édition en Afrique P 4

AGENCE DE BASSIN HYDROGRAPHIQUE ORANIE CHOTT CHERGUI

Lancement prochain d'études du plan national de l'eau dans 9 wilayas

L'Agence de bassin hydrographique Oranie Chott Chergui, relevant de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (Agir), lancera prochainement des études liées au plan national de l'eau dans les neuf wilayas faisant partie de sa compétence, a indiqué son directeur, Tabach Mohamed. M. Tabach a indiqué que l'Agence de bassin hydrographique Oranie Chott Chergui supervise neuf wilayas de l'Ouest du pays, à savoir Oran, Ain Témouchent, Tlemcen, Mostaganem, Sidi Bel-Abbès, Mascara, Saïda, El Bayadh et Naâma, soulignant qu'il s'agit d'études relatives aux ressources en eau et à leur gestion. Le même responsable a souligné que ce plan permettra d'établir un inventaire exhaustif des ressources en eau dans chaque région, incluant les eaux souterraines, les eaux superficielles et même les eaux épurées, faisant savoir que l'Etat accorde une grande importance à l'épuration des eaux usées, leur valorisation et leur utilisation dans l'agriculture et l'industrie. M. Tabach a également indiqué que ce plan national de l'eau permettra de définir une vision à long terme pour la gestion des ressources en eau dans différentes régions du pays, jusqu'à l'horizon 2040.

PERMANENCE DURANT L'AÏD

Mobilisation de plus de 54 000 commerçants

À l'approche de l'Aïd el-Fitr, le ministère du Commerce renforce ses efforts pour garantir la continuité des services et l'approvisionnement en produits de première nécessité. Lors d'une visite d'inspection au marché de gros de fruits et légumes de Hattatba, dans la wilaya de Tipaza, ce dimanche, le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché, Tayeb Zitouni, a annoncé la mise en place d'un dispositif exceptionnel mobilisant 54 128 commerçants pour assurer la permanence durant les jours fériés de l'Aïd.

Par M A.

Parmi ces commerçants, 6 829 boulangeries ont été réquisitionnées pour garantir la disponibilité du pain sur l'ensemble du territoire national. De plus, 29 811 commerces d'alimentation générale et de fruits et légumes, ainsi que 543 unités de production, resteront en activité afin de répondre aux besoins des citoyens pendant cette période festive.

À cette occasion, Zitouni a précisé : « Nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer la disponibilité des produits alimentaires de base pendant l'Aïd. Notre priorité est de répondre aux attentes des citoyens et d'éviter toute rupture de stock ou hausse injustifiée des prix. Les équipes de contrôle seront sur le terrain pour veiller au respect des permanences et sanctionner les contrevenants ». Pour garantir le bon déroulement de ce dispositif, le ministère du Commerce a mobilisé 2 627 agents de contrôle, chargés de s'assurer de l'ouverture effective des commerces et de lutter contre les pratiques frauduleuses. Le ministre a souligné : « Il est inacceptable que certains commerçants ouvrent leurs portes uniquement pour se conformer à l'obligation légale, sans assurer la disponibilité des denrées nécessaires. Les citoyens méritent un service de qualité, surtout pendant cette période festive ».

Dans le cadre de cette initiative, le ministre a également annoncé le lancement, pour la première fois, d'une application numérique dédiée aux citoyens.

Cette application permettra de localiser facilement les commerces assurant la permanence pendant l'Aïd, selon les régions et les communes. « Cet outil numérique constitue une avancée importante pour la transparence et la modernisation de nos services. Les citoyens pourront savoir en temps réel quels commerces sont ouverts près de chez eux et signaler toute absence de permanence ou tout manquement à l'obligation de service », a précisé le ministre.Concernant la disponibilité des produits pendant le mois de Ramadan, Zitouni a salué les efforts conjoints des agriculteurs, des commerçants et des partenaires économiques, notamment ceux affiliés au Conseil du Renouveau économique algérien, qui ont contribué à réduire les prix de 880 produits alimentaires. « Grâce à ces initiatives, nous avons pu soutenir le pouvoir d'achat des citoyens durant cette période sensible. Nous veillons à ce que ces efforts soient maintenus pour garantir la stabilité des prix et un approvisionnement régulier », a-t-il ajouté.

Enfin, le ministre a réaffirmé l'engagement du gouvernement à lutter contre la spéculation et les pratiques monopolistiques qui pourraient nuire au pouvoir d'achat des citoyens. « Nous restons vigilants face aux tentatives de spéculation et de rétention des produits. Avec le soutien des services de sécurité, nous n'hésiterons pas à intervenir pour protéger les citoyens des abus commerciaux », a-t-il conclu.

MOHAMED ARKAB EN VISITE DE TRAVAIL DÈS AUJOURD'HUI EN ÉTHIOPIE

La coopération énergétique au menu

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et en suivi des conclusions de sa récente visite en République fédérale démocratique d'Éthiopie, le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, effectuera une visite de travail à Addis-Abeba les 24 et 25 mars 2025.

Selon un communiqué du ministère, Mohamed Arkab sera accompagné d'une délégation de haut niveau comprenant le président-directeur général du groupe Sonatrach, M. Rachid Hachichi, le président-directeur général du groupe Sonelgaz, M. Mourad Adjal, ainsi que des cadres du ministère et des institutions nationales concernées.

Au cours de cette visite, M. Arkab tiendra des rencontres bilatérales avec plusieurs responsables éthiopiens, notamment le ministre des Mines et du Pétrole, le ministre de l'Eau et de l'Énergie, ainsi que le ministre du Commerce et de l'Intégration régionale. Ces réunions auront pour objectif d'explorer les opportunités de renforcement de la coopération dans les domaines des hydrocarbures, de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables. Par ailleurs, il rencontrera également des responsables de plusieurs entreprises éthiopiennes afin d'identifier de nouvelles perspectives de partenariat économique et d'investissement entre les deux pays. Cette visite s'inscrit dans les efforts de l'Algérie visant à renforcer sa coopération avec les pays africains, conformément à la vision du Président de la République en faveur du développement de partenariats stratégiques au service des intérêts communs, de la croissance durable et de l'intégration africaine.

DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES DE TLEMCEN

Campagne de sensibilisation sur les facilités douanières au profit des voyageurs

La direction régionale des Douanes de Tlemcen a lancé, récemment, une campagne de sensibilisation sur les facilités douanières destinées aux voyageurs, indique dimanche un communiqué de sa cellule de communication. Dans le cadre des efforts visant à simplifier les procédures douanières, améliorer la qualité des prestations et alléger les formalités administratives pour les voyageurs, les services des Inspections divisionnaires des douanes de Tlemcen et de Ghazaouet (relevant de la direction régionale des douanes de Tlemcen) ont lancé une campagne de sensibilisation à l'aéroport international Messali-Hadj et au port de Ghazaouet, a-t-on fait savoir de même source. Cette initiative vise à généraliser l'utilisation du nouveau système d'information "ALCES", couvrant tous les aspects du traitement douanier des voyageurs. Ce nouveau système a pour objectif de faciliter les formalités de passage aux frontières et de réduire le temps d'attente, indique-t-on.

Il permet aux voyageurs, après la création d'un compte sur le site officiel des douanes, d'enregistrer à distance leurs titres de passage avant d'arriver aux bureaux douaniers, ainsi que déclarer l'argent en devises, les objets de valeur et les effets personnels. Ces nouvelles mesures viennent renforcer les efforts des services douaniers territorialement compétents, qui ont également augmenté le nombre d'agents chargés du contrôle des voyageurs afin de fluidifier le traitement des vols au profit des membres de la communauté algérienne résidant à l'étranger, notamment durant le mois du Ramadhan, a-t-on souligné.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TEBBOUNE À PROPOS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET HYDRIQUE

De grands progrès réalisés par l'Algérie

Le Président Tebboune, comme à son accoutumée, a été clair et sans ambages dans ses réponses aux questions d'actualité, tant nationales qu'internationales, lors de sa rencontre avec les médias. Ce qui ressort d'emblée, c'est la volonté du Président de mener à bien les réformes qu'il a entreprises grâce à un travail conséquent et continu. Il a affirmé que notre souveraineté alimentaire et hydrique ne peut être que le fruit de notre labeur et, par conséquent, de notre liberté.

Par Réda Hadi

Face aux médias, le Président a réaffirmé que la sécurité hydrique et alimentaire sont des axes centraux de son programme. Et à cela de citer un adage populaire « Celui qui consomme la production agricole des autres n'est pas souverain ». Et ceci en soulignant les difficultés d'approvisionnement en blé sur les marchés mondiaux suite à l'émergence du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine.
Dans ce contexte, il a soutenu que l'Algérie mise sur l'augmentation de la production de blé dur, en s'appuyant sur l'utilisation de technologies et de techniques agricoles innovantes favorisant la diversification des cultures. Le président Tebboune a également annoncé que 2025 sera l'année du règlement définitif des problèmes liés au foncier agricole, un enjeu majeur pour le développement du secteur. Il a néanmoins admis que la filière laitière reste à optimiser, d'autant que les algériens sont de grands consommateurs de ce produit. Il a évoqué, à ce titre le projet Baladna, réalisé en partenariat avec le Qatar, qui vise à produire localement de la poudre de lait. Il parlé aussi de la nécessité d'améliorer l'élevage des vaches laitières afin de réduire la dépendance aux importations. Le président de la République a également pointé du doigt les dysfonctionnements dans la production de viandes rouges et blanches, jugeant « inadmissible qu'un mouton soit vendu à 17 millions de centimes et que le kilo de viande rouge dépasse les 2000 dinars ».
Il a assuré que des solutions définitives sont en cours d'élaboration pour stabiliser les prix et garantir l'approvisionnement du marché. Il a expliqué que face aux fluctuations de la production nationale, l'Algérie continue d'importer de la viande rouge afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et d'assurer un approvisionnement suffisant du marché. Mais cette option ne saurait durer longtemps. Il a estimé que le pays devait circonscrire ses importations aux produits plus stratégiques.

Création d'une entreprise publique spécialisée dans le dessalement de l'eau de mer

S'agissant de notre dépendance à l'eau, Tebboune confirme l'option de dessalement qui a été choisie et affirme : « Nous avons pris la décision de créer une entreprise nationale de réalisation et de gestion des stations de dessalement de l'eau de mer, en misant sur nos compétences humaines, notamment les jeunes ayant participé à la réalisation de différentes stations de dessalement de l'eau de mer».
Grâce à ces infrastructures, la part du dessalement dans l'approvisionnement en eau potable des citoyens atteindra 72%, a précisé le président de la République. Depuis son premier mandat, le Chef de l'Etat accorde un intérêt particulier à la question de l'eau.
Pour rappel, à l'instar des autres pays, l'Algérie a enrichi sa politique nationale de l'eau en l'adaptant à toutes les mutations nées aussi bien des changements climatiques que des besoins sociaux-économiques grandissants. Toutefois, les pressions sur les ressources hydriques s'accompagnent d'une augmentation très importante de la demande en eau ce qui entraîné la surexploitation des ressources hydriques souterraines.

Généralisation de la numérisation avant fin 2025

Par ailleurs, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Etat était à pied d'œuvre pour généraliser la numérisation avant la fin de l'année en cours. Il a précisé que «les Etats modernes reposent sur des données exactes, avec une faible marge d'erreur», soulignant, à cet égard, que l'Algérie «est à pied d'œuvre pour généraliser la numérisation avant la fin de l'année 2025». Dans ce contexte, il a estimé que le recours à la numérisation et aux ordinateurs est de nature à conférer de la transparence à toutes les opérations, ce qui permettra, a-t-il dit, de «maîtriser les dépenses de l'Etat».
Par ailleurs, le président de la République a réaffirmé le caractère social de l'Etat «par fidélité aux chouhada de la Révolution de libération et à la Déclaration du 1er Novembre», soulignant que l'Algérie «avance sur cette voie».

AUGMENTATION PROGRESSIVE DES SALAIRES ET DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

Tebboune réitère son engagement

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune a réitéré son engagement à poursuivre l'augmentation progressive des salaires et de l'allocation chômage, saluant le haut patriotisme de la jeune génération qui est fière de son pays.
Lors de son entrevue périodique diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et de radio nationales, le président de la République a déclaré : l'augmentation de l'allocation chômage se poursuivra progressivement (…) que je m'y suis engagé, tout comme je me suis engagé à valoriser les salaires jusqu'à 100 % ».
Après avoir rappelé que les salaires ont été augmentés de 47 %, le président de la République a souligné, dans ce cadre, que la poursuite de la valorisation des salaires se fera selon la situation économique du pays et dans des proportions raisonnables, sans déséquilibrer le budget de l'Etat.
A cette occasion, le président de la République a salué l'éveil de la jeunesse d'aujourd'hui, jalouse et fière de son pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.
La jeunesse algérienne est désormais fière des produits de son pays, reconnus pour leur haute qualité, une source de fierté et une preuve du patriotisme dont fait preuve la génération actuelle, n'en déplaise à certaines parties, a-t-il souligné.
Nous vivons aujourd'hui dans une Algérie nouvelle, a soutenu le président de la République avant d'ajouter que ce mérite revient non seulement au président de la République ou au gouvernement, mais aussi à toutes les Algériennes et à tous les Algériens.

SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE

L'ANCA salue les orientations de Tebboune

Par M A.

Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Hadj Tahar Boulenouar, a exprimé son soutien aux orientations stratégiques du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, soulignant l'importance de ces mesures pour l'économie nationale.
L'autosuffisance en produits alimentaires de base constitue l'une des annonces les plus marquantes. Le président Tebboune a fixé des objectifs clairs, notamment celui d'atteindre l'autosuffisance en blé dur d'ici la fin de l'année 2025, ainsi qu'en lait en poudre dans un délai de deux ans. « Réduire la facture d'importation du blé, qui avoisine les 2 à 4 milliards de dollars par an, et celle du lait en poudre, estimée entre 800 millions et 1 milliard de dollars, est une nécessité économique et stratégique », a affirmé Hadj Tahar Boulenouar. Il a salué cette initiative, soulignant qu'elle permettrait non seulement de renforcer la production nationale mais aussi de préserver les ressources financières de l'État. Le président de l'ANCA a également mis l'accent sur l'importance des partenariats internationaux pour atteindre cet objectif, en particulier avec les investisseurs qataris impliqués dans des projets de grande envergure, tels que celui en cours à Adrar. « Ces projets contribuent non seulement à l'autosuffisance, mais aussi à la création d'emplois et à l'encouragement de l'investissement agricole», a-t-il ajouté.
La question de la sécurité hydrique a aussi été abordée par le président Tebboune, qui a insisté sur l'achèvement des projets de dessalement d'eau de mer pour garantir un approvisionnement constant en eau potable et soutenir l'agriculture. « L'eau est un pilier fondamental pour assurer la sécurité alimentaire. Il est essentiel d'investir dans des infrastructures modernes pour garantir une disponibilité continue, surtout en période de sécheresse », a expliqué Boulenouar, soulignant la nécessité de coordonner les efforts entre les secteurs agricole et industriel.
Une autre priorité mise en avant par le président Tebboune concerne la promotion de la fabrication locale de pièces de rechange, notamment pour l'industrie automobile. Malgré une ouverture limitée à l'importation, l'accent est désormais mis sur le renforcement des capacités nationales de production. « De nombreux investisseurs algériens, autrefois importateurs, sont désormais prêts à se lancer dans la production locale. Cela contribuera à réduire la dépendance aux marchés étrangers tout en générant des emplois », a affirmé l'intervenant. L'ANCA prévoit d'ailleurs d'organiser des salons régionaux pour promouvoir les partenariats industriels et encourager l'innovation dans ce secteur stratégique.
S'agissant de la mesure concernant l'importation de bétail en provenance de certains pays africains, tels que le Mali et le Niger, Boulenouar estime que cette dernière vise à garantir la disponibilité de moutons pour l'Aïd el-Adha et à stabiliser les prix.
Par ailleurs, le président Tebboune a réaffirmé son engagement en faveur de la promotion des produits nationaux sur les marchés internationaux. Pour le président de l'ANCA, cette démarche est cruciale pour renforcer la compétitivité des productions locales. « Les produits algériens gagnent en crédibilité sur les marchés internationaux. Aujourd'hui, les exportations hors hydrocarbures progressent sensiblement, notamment dans les secteurs de l'habillement et de la chaussure », a-t-il déclaré, ajoutant que de nombreux partenaires étrangers manifestent un intérêt croissant pour les produits fabriqués en Algérie.

SONATRACH

Les récitants du concours «Le Petit Récitant du Saint Coran» à Adrar distingués

Le groupe Sonatrach, à travers ses différentes filiales, a réaffirmé son engagement en faveur des initiatives religieuses et éducatives en parrainant la 5e édition du concours "Le Petit Récitant du Saint Coran", organisé par la wilaya d'Adrar sous le nom de "Emir Abdelkader", a indiqué samedi un communiqué du groupe. La cérémonie de clôture, qui s'est tenue jeudi soir au théâtre en plein air d'Adrar, a été marquée par la distinction d'une élite de jeunes récitants du Saint Coran et orateurs, en présence de plusieurs responsables locaux et notables de la région, précise le communiqué. Cette édition a vu une large participation avec plus de 10.000 candidats, âgés de 5 à 15 ans. A l'issue des phases finales, 1.400 participants ont été honorés, dont 100 jeunes orateurs et 13 récitants parmi les enfants aux besoins spécifiques. Le soutien de Sonatrach traduit son engagement envers sa responsabilité sociétale et sa volonté de promouvoir les valeurs de l'identité nationale ainsi que de renforcer le lien des jeunes générations avec leur patrimoine culturel et religieux authentique, conclut la même source.

COMMERCE

Commercialisation de la banane à prix réduits au cours cette semaine

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, samedi dans un communiqué, que les directions du commerce avaient lancé l'opération d'encadrement de la distribution de la banane au niveau local, affirmant que l'opération se fera au cours de cette semaine et avec des prix réduits. Cette opération s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des instructions du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national", précise le communiqué, ajoutant que "les services des directions du commerce ont élaboré un programme de distribution de ce produit en vue d'approvisionner les grandes surfaces commerciales, les magasins et les marchés de proximité". L'opération de distribution de la banane "débutera à partir des chambres froides de l'EPE/SPA Frigomédit", au cours de cette semaine, avec prix réduits, conclut la même source.

FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINE D'ALGER

Lancement de la 2e édition du Prix de l'édition en Afrique

La Banque Africaine d'export-import (Afreximbank) a annoncé le lancement de la 2e édition du Prix de l'édition en Afrique, dont la cérémonie de remise de prix est prévue en septembre prochain à Alger, lors de la 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF), le plus grand événement commercial et d'investissement en Afrique.
"Nexus de l'Afrique Créative (CANEX), une initiative de la Banque Africaine d'Export-Import (Afreximbank), invite les éditeurs Africains de livres spécialisés à postuler pour la deuxième édition du Prix CANEX Book Factory pour l'édition en Afrique", précise la banque dans un communiqué, notant que cette compétition est ouverte aux livres commerciaux publiés par des maisons d'édition domiciliées en Afrique au cours de l'année précédant le Prix et ce, dans une ou plusieurs des langues officielles de l'Union Africaine (UA).
Le Prix est destiné à célébrer et à reconnaître les contributions exceptionnelles des éditeurs et des auteurs africains au monde littéraire, souligne la même source, ajoutant que le prix est ouvert aux livres publiés dans une ou plusieurs des langues officielles de l'UA: l'Arabe, l'Anglais, le Français, le Portugais, l'Espagnol, le Swahili et toute autre langue africaine.
A travers une telle initiative, l'Afreximbank compte "mettre en valeur la chaîne de valeur de l'édition et de la littérature en Afrique et à développer les talents littéraires sur le continent et dans sa diaspora". Les éditeurs intéressés ont jusqu'au 30 avril prochain pour s'inscrire et poster leurs candidatures, informe le communiqué. "Nous sommes ravis d'annoncer le prix Canex Book Factory 2025 pour l'édition en Afrique. S'appuyant sur le succès de l'édition de l'année dernière, cette initiative historique célèbre l'excellence de l'édition Africaine.
Grâce au Canex Book Factory, nous voulons mettre en lumière l'énorme contribution des auteurs et des éditeurs Africains à l'identité culturelle et à l'économie de l'Afrique", a déclaré Mme Kanayo Awani, vice-présidente exécutive, commerce intra-africain et développement des exportations à l'Afreximbank, citée dans le communiqué.

RAPPORT KASPERSKY

Plus de 13 millions de tentatives de phishing bloquées en Algérie en 2024

En 2024, Kaspersky a bloqué 26 % de tentatives de phishing de plus dans le monde par rapport à 2023. L'analyse révèle que les cybercriminels exploitent toujours les noms de grandes entreprises comme Booking, Airbnb, TikTok et Telegram pour dérober des informations d'identification et propager des logiciels malveillants.
En Algérie, plus de 13 millions de tentatives de phishing ont été déjouées en 2024, ainsi que près de 750 000 pièces jointes malveillantes. Les utilisateurs ont été confrontés à plus de 125 millions d'attaques impliquant des pièces jointes infectées. Dans les boîtes mails professionnelles, un email sur deux est un message de spam. Kaspersky a détecté et bloqué plus de 893 millions de tentatives de phishing à travers le monde en 2024, contre près de 710 millions en 2023, marquant une hausse de 26 %. Rien qu'en Algérie, les attaques ont augmenté de 17 % par rapport à l'année précédente.
La période de mai à juillet a enregistré un pic d'activité des fraudeurs, qui exploitent chaque année l'engouement pour les vacances d'été à travers de fausses offres de billets d'avion, de réservations d'hôtels ou encore de voyages organisés à des prix trop alléchants pour être réels. Les spécialistes de Kaspersky ont mis en évidence une diversité de stratégies d'hameçonnage visant à voler des données personnelles et financières ou à infecter les appareils des victimes avec des logiciels malveillants.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Rencontre sur le thème «Connected Algeria» en avril prochain à Alger

Une rencontre sur le thème "Connected Algeria" portant sur l'accélération de la transformation numérique en Algérie se tiendra les 7 et 8 avril prochain au Centre international des conférences "Abdelatif Rahal" à Alger, a annoncé samedi le ministère de la Poste et des Télécommunications dans un communiqué. "L'événement qui se tiendra sous le patronage du Premier ministre, servira de plateforme nationale de premier plan, réunissant des experts en technologie, des décideurs et des pionniers pour tracer les contours d'une vision ambitieuse et globale pour 2029". A cette occasion, des débats techniques (Tech Talks), des sessions de dialogue stratégique et des ateliers pratiques seront organisés dans le but de "combler le fossé entre l'innovation et la réglementation et promouvoir un agenda numérique projeté vers l'avenir et susceptible d'être concrétisé sur le terrain". A cet effet, le ministère a invité les participants à s'inscrire à cet événement via le lien : https://www.algerietelecom.dz/en/call-for-experts.

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 20 مارس 2025 الموافق لـ 20 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Mars 2025 (20 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail DA / Kg			أسعار التجزئة دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	94	108	80	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	91	104	77	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	45	البصل الجاف	
	Ail sec	683	762	605	الثوم الجاف	
	Carotte	70	79	61	الجزر	
	Navet	82	91	73	لفت	
	Choux fleur	87	95	78	قرنبيط	
	Choux	87	97	77	الكرنب	
	Courgette	108	120	95	الكوسة	
	Haricot vert	443	471	416	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	96	110	83	الخس	
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	482	599	365	التفاح المحلي	
	Datte	535	669	401	التمر	
	Banane	659	694	624	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1759	1900	1618	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	370	382	357	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,04	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	2500	3 500 000,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	2400,00	-4,38	-1,59	3,32	7,20	7,50	77	184 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	NC	0,00	-1,65	-3,31	11,57	5,68	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,27	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,11	-8,35	2,03	-	300	121 500,00

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Le géant chinois GWM présente son projet en Algérie

Le secteur automobile algérien pourrait bientôt connaître une transformation majeure avec l'arrivée d'un acteur de premier plan. Le constructeur chinois Great Wall Motors (GWM), l'un des plus grands fabricants automobiles de Chine, envisage de lancer un projet industriel ambitieux en Algérie. Le 20 mars, le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a rencontré une délégation de GWM pour discuter des modalités de cette initiative prometteuse.

Par Mourad A.

Lors de cette rencontre, la délégation chinoise a présenté un projet complet et intégré, qui ne se limite pas à l'assemblage de véhicules. En effet, cette initiative inclut également la fabrication de pièces détachées, l'établissement d'un centre de recherche et développement, ainsi que la création d'un centre technique de certification et d'accréditation. Cette démarche témoigne de la volonté de GWM de s'implanter durablement en Algérie, en favorisant le développement des compétences locales et en contribuant à la création d'emplois.

Le ministre de l'Industrie a salué cette initiative, soulignant l'importance des unités industrielles intégrées. « Ce projet s'inscrit parfaitement dans la stratégie du gouvernement visant à diversifier l'économie nationale et à renforcer le tissu industriel, notamment dans le secteur automobile », a-t-il déclaré. Il a également insisté sur la nécessité d'un transfert de technologie et de compétences pour assurer une véritable valeur ajoutée à l'économie locale. Pour faciliter la concrétisation du projet, Ghrieb a précisé les cadres juridiques et les mécanismes nécessaires à sa mise en œuvre. « L'État algérien est déterminé à accompagner les investisseurs sérieux en offrant un cadre législatif clair et attractif », a-t-il affirmé, ajoutant que l'objectif est de garantir une coopération efficace entre les partenaires publics et privés pour assurer le succès de cette initiative industrielle.

GWM choisit Aïn Defla pour implanter son projet

Après la rencontre au ministère, la délégation de GWM, accompagnée de son partenaire algérien, s'est rendue dans la wilaya d'Aïn Defla pour rencontrer les autorités locales, notamment le wali, les représentants des secteurs de l'industrie, du commerce et de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), ainsi que le secrétaire général de la wilaya. Une visite technico-économique a été effectuée pour évaluer la faisabilité du projet sur un site prévu à Aïn Defla. Cette démarche de proximité est importante. Il est essentiel d'impliquer les autorités locales et les représentants des secteurs concernés dès le début du projet. Cela permet d'assurer une synergie optimale et de garantir le succès de l'initiative. L'arrivée de GWM en Algérie pourrait constituer un atout majeur pour le développement du secteur automobile, aussi bien en termes de production que de transfert de technologie. En intégrant des centres de recherche et des structures de certification, ce projet contribuerait à la montée en compétences locales et au renforcement de l'autonomie industrielle du pays. Le ministre de l'Industrie a exprimé sa confiance quant à l'impact économique de cette initiative : « Nous aspirons à faire de l'Algérie un hub industriel régional dans le secteur automobile. Ce projet est une occasion pour attirer d'autres investisseurs internationaux et renforcer notre compétitivité sur le marché africain ».

Si ce projet aboutit, il pourrait transformer AïnDefla en un pôle industriel stratégique, renforçant ainsi la compétitivité de l'Algérie sur le marché automobile régional. GWM pourrait également devenir un acteur clé dans l'effort de modernisation de l'industrie automobile nationale, en répondant aux besoins du marché intérieur et en contribuant à la création d'emplois directs et indirects.

DESTINÉ AU CORPS DIPLOMATIQUE ACCRÉDITÉ EN ALGÉRIE

Le Salon de la femme et de la famille productive s'ouvre à Alger

La 5e édition du Salon de la femme et de la famille productive s'est ouverte, samedi au Palais de la Culture "Moufdi Zakaria" à Alger, sous le thème : "La femme algérienne... Innovation et victoire". Présidant l'inauguration de cet événement destiné au corps diplomatique accrédité en Algérie, visant à faire connaître les produits de cette catégorie et à mettre en valeur ses réalisations dans divers domaines de l'artisanat, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, a souligné l'importance de la contribution de la femme algérienne à la construction et à la relance de l'économie nationale. Elle a également mis en avant "la persévérance dont fait preuve la femme algérienne face aux différents défis, afin d'être à la hauteur des enjeux portés par les hautes autorités, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui accorde une attention particulière à son autonomisation économique et à la promotion de sa contribution au développement socio-économique, convaincu qu'elle joue un rôle de premier plan". Cette manifestation constitue "une occasion de découvrir des créatrices dans différents domaines, notamment l'artisanat, ainsi qu'un espace pour commercialiser leurs produits et échanger des expériences", a expliqué la ministre ajoutant qu'elle représente également "une opportunité pour le corps diplomatique accrédité dans notre pays de découvrir les produits locaux et les créations des femmes algériennes". De son côté, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi a salué la créativité de la femme rurale, qui se reflète à travers ses produits "uniques et représentatifs de la diversité culturelle et civilisationnelle dont regorge l'Algérie". Soulignant que ce Salon est "un espace permettant de faire connaitre les capacités créatives de la femme rurale et sa contribution au développement local", Mme Meddahi a évoqué les efforts constants consentis par l'Etat pour accompagner et promouvoir la place de la femme, notamment l'artisane, afin de renforcer son rôle dans différents domaines. De son côté, la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Bakhta Selma Mansouri, a affirmé que cet événement met en lumière "l'engagement de l'Algérie à soutenir la femme et à renforcer son rôle dans le développement économique et social", ajoutant que "la femme algérienne a prouvé sa capacité à contribuer activement à la dynamique économique locale, nationale et même internationale". "Les créations de la femme algérienne ont dépassé le cadre national, et nous nous efforçons de faire connaitre ses qualifications et son potentiel sur la scène internationale", a-t-elle poursuivi, estimant que l'organisation de telles expositions est "une preuve de cette orientation", qui se concrétise à travers différents programmes de coopération bilatérale et de partenariats avec des organisations internationales. Selon Mme Mansouri, donner la possibilité à la femme algérienne d'accéder aux marchés mondiaux et de promouvoir les exportations est "un objectif stratégique que nous cherchons tous à réaliser, étant convaincus de sa capacité à innover dans différents domaines", ajoutant que ces objectifs s'inscrivent "dans la vision économique intégrée du président de la République, qui accorde une importance particulière au renforcement et à la diversification de la production nationale, en focalisant sur la dimension africaine et internationale, afin de réaliser un développement économique durable et inclusif". A noter que l'ouverture de cette édition s'est également déroulée en présence du ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, ainsi que de plusieurs représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

TRAVAUX PUBLICS

Rekhroukh reçoit un membre de l'APN de la wilaya de Ghardaïa

Par R E.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a reçu un membre de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la wilaya de Ghardaïa, avec lequel ont été évoquées plusieurs préoccupations liées au secteur dans cette wilaya, indique dimanche un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue jeudi dernier au siège du ministère en présence de ses cadres, "s'inscrit dans le cadre du renforcement des canaux de communication avec les membres du Parlement, à travers la tenue de rencontres périodiques pour écouter les principales préoccupations des citoyens en lien avec le secteur et tenter d'y apporter des solutions", précise le communiqué. "Elle intervient aussi dans le cadre du renforcement de la démocratie participative et de la consécration des principes de transparence dans l'action gouvernementale", ajoute la même source. A cette occasion, le député Ali Terbagou a exposé les préoccupations des habitants en lien avec le secteur, notamment la modernisation du réseau de routes nationales et de chemins de wilaya, notamment la RN01 dans son tronçon reliant les wilayas de Ghardaïa et d'El Meniaa, qui est l'une des trois principales voies d'accès reliant le nord au sud. Le représentant des habitants de la wilaya a également insisté sur l'importance du parachèvement du projet de dédoublement de la RN49 reliant les wilayas de Ghardaïa et de Ouargla, la modernisation de la RN107 reliant les wilayas de Ghardaïa et d'El-Bayadh et la réalisation d'une rocade dans la commune d'El Guerrara et d'ouvrages d'art à Ghardaïa et dans la commune de Metlili, selon le communiqué. De son côté, M. Rekhroukh a rappelé les efforts consentis par l'Etat pour renforcer l'infrastructure routière dans les différentes wilayas du pays, notamment à Ghardaïa, à travers le lancement de plusieurs projets visant à améliorer et à moderniser le réseau routier pour fluidifier la circulation et faciliter les déplacements des citoyens. A cette occasion, le ministre a souligné l'importance de la modernisation de la RN01 dans son tronçon reliant les wilayas de Ghardaïa et d'El Meniaa, jusqu'à In Guezzam dans l'extrême sud, en vue d'éliminer les points noirs, de maintenir le niveau des services et de renforcer la complémentarité entre les wilayas à travers un réseau routier de qualité, selon la même source. Relevant l'importance des points évoqués lors de cette rencontre, M. Rekhroukh a assuré que "toutes les propositions des habitants de la wilaya de Ghardaïa seront examinées" et que "les dispositions nécessaires seront prises pour répondre à leurs aspirations en fonction des priorités et des moyens disponibles", conclut le communiqué.

SAIDA

Plus de 70 familles bénéficient de raccordement au réseau de gaz naturel

Pas moins de 70 familles de la région de Tamesna (Saida) ont bénéficié d'une opération de raccordement de leurs habitations au réseau de gaz naturel, selon les services de la wilaya. Le wali de Saida, Amoumen Mermouri a présidé, lors d'une visite dernièrement du projets de développement dans la commune de Hassasna, la mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 70 familles résidant dans la région de Tamesna, selon la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, en particulier dans les villages et les zones rurales, a-t-on souligné. Supervisée par la direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Saida, elle a nécessité un financement global de plus de 4 millions DA, pour la réalisation d'un réseau de raccordement d'une longueur d'environ 1 km. A rappeler que 70 familles résidant dans la commune de Tercine (daira de Hassasna) ont bénéficié, en décembre de l'année dernière, d'une opération similaire de raccordement au réseau de gaz naturel.

TISSEMSILT

Plus de 100 interventions chirurgicales réalisées au profit des enfants

Plus de 100 interventions chirurgicales en oto-rhino-laryngologie (ORL), ont été réalisées au profit des enfants issus de différentes régions de la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris samedi du directeur de la Santé et de la population, Bahaeddine Fatmi.
Selon le même responsable, "ces opérations chirurgicales gratuites ont été effectuées vendredi à l'établissement public hospitalier de Bordj Bounaâma, sous la supervision du professeur Djilali Ayad Khaled, spécialiste en chirurgie ORL de Chlef. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'une convention avec l'hôpital, indique-t-on de même source. En plus des interventions chirurgicales, des consultations médicales ont été menées pour d'autres enfants, dont certains seront programmés pour des opérations ultérieures, a précisé M. Fatmi.
Cette initiative vise à rapprocher les services de santé des citoyens leur épargnant des déplacements vers d'autres wilayas pour bénéficier de ce type d'interventions.
Elle a également permis aux chirurgiens de la wilaya de Tissemsilt d'échanger expériences et compétences avec le professeur Djilali Ayad Khaled. Par ailleurs, des interventions chirurgicales spécifiques ont été réalisées pour la première fois dans la wilaya, comme notamment l'élargissement et la libération des cordes vocales à l'aide d'un endoscope chirurgical et du laser. Ces opérations ont été couronnées de succès et se sont déroulées dans de bonnes conditions, souligne-t-on.

BECHAR

Réception avant l'été de quatre nouveaux châteaux d'eau

Quatre (4) nouveaux châteaux d'eau destinés au réseau d'eau potable (AEP), d'une capacité globale de 100.000 M3, seront réceptionnés prochainement dans la commune de Bechar, a-t-on appris samedi des responsables de la direction locale du secteur de l'Hydraulique.

Ces ouvrages, dont les travaux sont actuellement à 98% d'avancement et devant être réceptionnés et mis en exploitation avant la saison estivale, permettront une augmentation du stockage de l'eau d'AEP à un volume de 166.550 M3, a précisé à l'APS le responsable du service de mobilisation des ressources hydriques et de l'AEP, Tayeb M'hamdi, en marge de la célébration de la journée internationale de l'eau. Un investissement sectoriel de cinq (5) milliards DA a été dégagé pour la réalisation et l'équipement de ces châteaux d'eau, d'une capacité de stockage de 25.000 M3 chacun, a-t-il indiqué, ajoutant que ces ouvrages sont destinés au stockage des eaux acheminées, via deux adductions de 213 et 190 km, respectivement des champs de captage des eaux albiennes des zones de Guetrani et Boussir, sur le territoire de la commune frontalière de Béni-Ounif. Outre ces projets, une opération de rénovation d'une grande partie des adductions et des réseaux de distribution d'AEP à travers les daïras de Béni-Ounif, Taghit, Abadla et Lahmar, sur un linéaire de 29 km, est en voie de lancement pour un coût de 250 millions DA, dégagés sur programme sectoriel, a-t-il également fait savoir. En matière d'AEP, la wilaya de Bechar a bénéficié, ces trois dernières années, de deux (2) projets hydrauliques d'envergure, à savoir celui de Boussir qui, à travers une dizaine de forages albiens, alimente actuellement, avec 30.000 M3/jour, les habitants de la commune de Bechar en eau potable, et celui de Guetrani qui apporte une nouvelle offre en eau albienne estimée à 80.000 M3/jour, et ce grâce à 26 forages de 550 mètres de profondeur, a révélé M.Mhamdi. Un financement public de plus de 41 milliards DA a été alloué pour la réalisation et l'équipement de ces grands projets hydrauliques, dans le but de sécuriser l'AEP des habitants de Bechar, Kenadza et Abadla, selon le même responsable. La célébration de la journée internationale de l'eau, dont les activités se sont déroulées à la bibliothèque centrale de la wilaya, a été marquée par plusieurs expositions mettant en avant les différents projets et réalisations du secteur de l'hydraulique.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

Lancement de nouveaux projets d'amélioration de l'AEP dans le Sud

Le lancement de nouveaux projets de développement pour assurer l'alimentation qualitative en eau potable (AEP) a été le fait saillant ayant marqué, dans les wilayas de Ghardaïa et Ouargla, la célébration de la journée mondiale de l'eau, placée cette année sous le thème de "Préservation des glaciers". Dans la wilaya d'Ouargla, il a été procédé au lancement d'un projet de réalisation d'un château d'eau de 2.000 M3 au pôle urbain d'Ain El-Beida, de deux réservoirs de 1.000 M3 chacun au niveau du ksar d'Ouargla et le quartier Said-Otba, en plus d'autres opérations de développement, a indiqué le directeur des Ressources en eaux, Mohamed Zagheb El-Khoukh, en marge d'une exposition tenue à la bibliothèque principale Mohamed Tidjani. Les activités de célébration de cette journée de l'eau, à laquelle ont pris par les autorités locales, ont été marqué par une cérémonie en l'honneur de retraités et de travailleurs du secteur, ainsi que d'élèves lauréats des concours de dessins sur la préservation de l'eau. A Ghardaïa, l'évènement a donné lieu au lancement de projets d'ouvrages hydrauliques, dont un château d'eau de 1.500 M3 dans la commune de Métlili, un autre de 1.000 m3 dans la commune de Bounoura et un troisième au quartier de Benghanem (commune de Ghardaïa), en plus de la mise en service d'un forage au quartier "Moumou" à Béni-Isguen (commune de Bounoura). Dans la wilaya de Bechar, la célébration de la journée internationale de l'eau, dont les activités se sont déroulées à la bibliothèque centrale de la wilaya, a été marquée par plusieurs expositions mettant en avant les différents projets et réalisations du secteur de l'hydraulique.

BLIDA

Ouverture n nocturne de 8 bureaux postaux en prévision de l'Aid El-Fitr

Huit (8) bureaux postaux de la wilaya de Blida seront ouverts la nuit, à partir de la soirée de samedi, en prévision de la hausse de l'affluence des citoyens à l'approche de l'Aïd El-Fitr, a-t-on appris du directeur local de la poste et des télécommunications, Mohamed Amine Benzine.
L'ouverture de ces 8 bureaux s'inscrit dans le cadre des préparatifs de l'Aïd El-Fitr et de la couverture des besoins des clients et de la garantie de la continuité du service, a t-il ajouté.
Il s'agit de l'ouverture de 21h30 jusqu'à 23h30, des bureaux de la recette principale de Beb Sebt, au chef-lieu de wilaya , du centre postal Ben Mokadem à Ramoul (Blida), et de deux bureaux à Ouled Yaich, outre quatre bureaux postaux principaux dans les daïras d'Oued El Alleug, El -Affroun, Bougara et Meftah, selon la même source. Ce programme de travail nocturne se poursuivra jusqu'à vendredi 28 mars, a précisé M.Benzine.

ORAN

Lancement d'une vaste campagne de nettoyage au pôle urbain «Ahmed-Zabana» de Misserghine

Une vaste campagne de nettoyage a été lancée, samedi au pôle urbain "Ahmed- Zabana" dans la commune de Misserghine (ouest d'Oran), mobilisant d'importants moyens humains et matériels. Dans une déclaration à la presse en marge du lancement de l'opération, le wali d'Oran, Samir Chibani, a souligné que cette "initiative vise à assainir l'environnement et à éliminer les déchets inertes et solides issus de l'aménagement des habitations et des divers chantiers de construction dans ce pôle urbain qui abrite environ 40.000 habitants". Il a indiqué que cette campagne s'inscrit dans une nouvelle dynamique de coopération entre les collectivités locales, visant à mener des actions communes, notamment en matière d'assainissement de l'environnement. Plusieurs communes, notamment Oran et Gdyel, participent à cette opération aux côtés de celle de Misserghine, en mobilisant leurs ouvriers, camions et engins, en plus des entreprises spécialisées dans le nettoyage et l'aménagement des espaces verts ainsi que des associations de la société civile.
Des campagnes similaires seront organisées dans différentes communes de la wilaya tous les 15 jours au minimum et se poursuivront le long d'année afin d'éliminer les points noirs, a fait savoir M. Chibani. Pour cette campagne, 100 camions, des dizaines d'engins et des dizaines d'agents ont été mobilisés pour l'enlèvement des déchets inertes et solides, indique-t-on. Le wali a insisté sur l'importance de l'action de sensibilisation des citoyens afin qu'ils contribuent à entretenir la propreté du pôle urbain et s'abstiennent totalement à jeter des déchets de manière anarchique. Par ailleurs, M. Chibani a mis en service une station de pompage d'eau potable au quartier "Rabah" de Misserghine, au profit de 300 000 habitants de la commune. La station a été mise en service grâce à l'activation du réservoir d'eau d'une capacité de 3.000 mètres cubes, marquant ainsi une étape importante dans l'approvisionnement de la région en eau provenant de l'usine de dessalement de l'eau de mer de Cap Blanc à Ain El Kerma, selon les explications fournies par la direction des ressources en eau et la société SEOR en charge du projet.

À quoi joue Donald Trump avec sa politique sur les cryptomonnaies?

Le président américain veut récompenser une industrie qui a largement contribué à financer sa campagne électorale, mais l'idée n'a aucun sens économique.

Par Charles Wyplosz, Telos

Donald Trump a annoncé son intention de créer un fonds souverain en cryptomonnaies et de créer, également en cryptomonnaies, des réserves de change à la Réserve fédérale (la banque centrale des États-Unis). Cette idée n'a aucun sens économique mais elle récompense une industrie qui a largement contribué à financer la campagne électorale de Trump. Elle pourrait aussi introduire la criminalité au cœur du budget américain.

Pour ceux qui ne sont pas sûrs de comprendre les cryptomonnaies, une petite introduction peut être utile. Ce sont des instruments financiers créés de toutes pièces par des entreprises privées. Il y en a des centaines, dont beaucoup ont une durée de vie très faible. Ces instruments n'ont aucune forme matérielle, ce ne sont que des lignes dans les comptes de ces entreprises souvent sciemment inconnues, comme le concepteur du bitcoin qui se cache derrière le pseudonyme Satoshi Nakamoto, qui n'a jamais été percé.

Les transactions sont conduites de manière décentralisée et anonyme au moyen de programmes informatiques élaborés. Quand elles créent de la cryptomonnaie, les entreprises reçoivent de l'argent (dollars, euros, etc.). Ensuite, le prix de chaque cryptomonnaie fluctue en fonction de la demande et de l'offre. Mais ce ne sont pas des monnaies, car elles ne sont presque pas utilisées pour régler des achats.

De plus, une qualité essentielle de la vraie monnaie est la stabilité de sa valeur. Or, à l'exception des stablecoins indexés sur le dollar ou l'euro et dont le volume est peu significatif aujourd'hui, ce n'est absolument pas le cas, comme le montre la figure ci-dessous qui fait apparaître les fluctuations du prix du bitcoin depuis sa création en 2009.

Au départ, l'attrait des cryptomonnaies était la notion libertaire d'échapper au contrôle des banques centrales et à la surveillance des autorités. Friedrich Hayek, Prix Nobel d'économie et chantre de l'économie libérale, a défendu l'idée de monnaies émises de manière privée. Cette approche est ancienne et elle a été mise en pratique avant d'être théorisée.

Au XIXe siècle, quand la monnaie papier –par opposition à la monnaie métallique, l'or et l'argent– a commencé à se développer, on a vu fleurir des monnaies dites parallèles, en général émises localement par des petites banques qui garantissaient la valeur de ces banknotes. La quasi-totalité de ces monnaies se sont écroulées quand les banquiers disparaissaient, emportant avec eux l'or et l'argent ainsi collectés et abandonnant leurs clients à leur triste sort.

Très populaire aux États-Unis sur fond de rareté du dollar d'argent, cette expérience a conduit l'État fédéral, dans les années 1860, à reprendre en main l'émission de monnaie (Legal Tender Act de 1862), avec la création du «greenback», le «billet vert». Partout, l'émission de monnaie est ainsi devenue un monopole accordé aux banques centrales.

La création du bitcoin en 2009 a ouvert un nouveau cycle. L'engouement qui a suivi a dopé la demande et son prix a commencé à grimper, passant de 10 centimes de dollar en 2009 à 1 dollar en 2011, soit 10 fois plus en deux ans. Les récits de profits spectaculairement rapides ont pris le relais, et il a atteint 100 dollars en 2013. Au début du mois de février dernier, il a dépassé 10.000 dollars, avant de perdre 15% depuis.

Il s'agit de pure spéculation, l'espoir que le prix augmente, sans autre raison que l'accroissement de la demande. Tant que l'engouement se maintient, c'est ce qui se passe, mais périodiquement les cours baissent, par exemple en 2021-2022 quand la Chine a interdit la détention de bitcoins puis quand les taux d'intérêts ont commencé à être relevés face à l'inflation post-Covid.

La chute a été spectaculaire: le bitcoin a perdu en un an les deux tiers de sa valeur, ruinant les investisseurs les moins alertes, qui achètent quand les prix montent et vendent quand ils baissent, découvrant ainsi à leurs dépens les risques de la pure spéculation. Il semble que l'essentiel des utilisateurs des cryptomonnaies sont ceux qui sont attirés par l'anonymat, ceux dont les activités n'ont rien de recommandable, des trafiquants en tous genres et des gouvernements bannis des marchés financiers, comme la Corée du Nord ou l'Iran. Le gouvernement des États-Unis s'apprête à les rejoindre.

Face à cette volatilité, les autorités s'efforcent de protéger les consommateurs naïfs et, face aux acteurs criminels, elles développent des moyens de percer leur anonymat. L'administration Biden a été particulièrement active, au grand dam des entrepreneurs qui produisent et gèrent les cryptomonnaies, qui font fortune en vendant un produit qui ne leur coûte pas grand-chose à fabriquer.

Aux États-Unis, ils ont utilisé leurs moyens considérables pour soutenir Donald Trump en échange de bons et loyaux services après son élection. Le renvoi d'ascenseur consiste non seulement à éliminer la réglementation, à embaucher plusieurs dirigeants d'entreprises de cryptomonnaies et à fermer diverses enquêtes en cours qui visent des entreprises importantes (Coinbase, Gemini et OpenSea), mais aussi à encourager et stabiliser la demande, grâce à la constitution d'un fonds souverain.

Les intentions précises de Trump sont loin d'être claires pour l'instant. Face à ses déclarations manquant de précisions, on en est réduit à imaginer ce qui pourrait se passer. En principe, un fonds souverain sert à placer de l'argent pour financer des dépenses publiques lorsque le besoin se fait sentir. Beaucoup de pays producteurs de pétrole et de gaz ont créé de tels fonds pour les utiliser lorsque leurs réserves auront fondu ou lorsque le pétrole et le gaz ne seront plus exploités. Donald Trump n'a jamais mentionné cette raison. Comme les investisseurs naïfs, il est émerveillé par les gains attendus et espère gagner en popularité lorsque les cours des cryptomonnaies augmentent.

Les fonds souverains sont en général investis dans des actifs stables sur le court et le long terme, par exemple des bons du Trésor américain. Le problème est que la valeur de ce fonds sera soumise à la considérable volatilité des cours des cryptomonnaies. De plus, rien ne garantit que ces fonds ne disparaîtront pas, par exemple lorsque l'engouement sera passé, ou lorsque les sociétés qui ont émis les cryptomonnaies choisiront de disparaître parce qu'elles auront accumulé suffisamment de profits.

Le renforcement de la réglementation et la possibilité de percer l'anonymat rendent cette hypothèse probable. Évidemment, la déréglementation, désormais en cours aux États-Unis et la création du fonds souverain américain éloignent cette possibilité, c'est précisément la raison pour laquelle les entreprises de cryptomonnaies ont misé sur l'élection de Trump.

Dans certaines de ses déclarations, Donald Trump a aussi indiqué sa volonté d'ordonner à la Réserve fédérale d'acquérir des réserves en cryptomonnaies. Là encore, on devine sa motivation. Si elle détenait des quantités importantes de cryptomonnaies, la Réserve fédérale serait naturellement amenée à intervenir pour en stabiliser les cours, renforçant puissamment l'attractivité des cryptomonnaies choisies par Trump. Il n'est pas surprenant que les cours des cryptomonnaies se soient envolés en novembre dernier après sa victoire électorale.

Mais où Donald Trump prendrait-il l'argent pour acquérir ces cryptomonnaies? Le président américain mentionne un objectif d'une centaine de milliards de dollars. Il a expliqué qu'il allait utiliser les cryptomonnaies saisies lors d'affaires judiciaires, mais le montant serait d'une vingtaine de milliards. Pour le reste, le Trésor public devra emprunter des dollars qu'il vendra pour acheter des cryptomonnaies. Emprunter avec intérêt pour investir dans des actifs extrêmement volatils est une idée bizarre.

De plus, lorsque Trump utilisera ses cryptomonnaies pour financer des dépenses ou baisser les impôts, la dette publique, déjà proche de 100% du PIB, augmentera. Encore une fois, il pourrait pousser la Réserve fédérale à faire monter les cours pour réaliser une bonne affaire. C'est ce que l'on appelle de la manipulation des marchés et c'est strictement interdit, en principe.

La protection d'investissements essentiellement crapuleux par la plus importante place financière au monde projette une image crue, aussi incompréhensible que le renversement des alliances traditionnelles des États-Unis. Il n'est pas impossible que ce projet soit ouvertement critiqué, y compris au sein du Parti républicain et par l'élite financière, qui sont mal à l'aise de voir la ronde des créateurs de cryptomonnaies s'agiter autour du président. Comme toujours avec Donald Trump, le pire n'est pas sûr, mais il n'est pas exclu non plus.

Source : Slate.fr

TUNISIE

Un projet de 2 millions $ annoncé pour digitaliser la collecte de céréales

En Tunisie, les céréales occupent une place prépondérante dans l'agriculture et l'industrie alimentaire. En dehors des préoccupations liées à la réduction du déficit de production, l'optimisation de la chaîne logistique de la filière est également une priorité pour les autorités.
En Tunisie, l'Office des Céréales a l'intention d'investir 6 millions de dinars (1,9 million $) dans la digitalisation de la collecte des céréales. C'est ce qu'a révélé Salwa Ben Hadid Zouari, Présidente-Directrice Générale de l'organisme public, lors d'un entretien avec l'agence Tunis Afrique Presse (TAP), le 20 mars.
D'après la responsable, ce projet vise notamment à améliorer la gestion des données et à optimiser la connexion de l'Office des Céréales avec les 200 centres de collecte de céréales qu'il exploite à travers le pays. Il s'inscrit, en outre, dans le cadre d'un vaste programme de modernisation de la filière céréalière en Tunisie.
« Le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche programme également, en coordination avec le ministère du Commerce, la numérisation de toute la filière céréalière [allant de la production jusqu'à la consommation], moyennant un investissement de 2,5 millions $ », a également révélé Zouari.
Cette recherche d'efficacité dans la chaîne logistique de la filière intervient alors que l'Office des Céréales s'apprête à gérer des flux d'importations et de collecte de céréales plus conséquents au cours des années à venir.
En effet, l'organisme public avait déjà annoncé, le 16 mars dernier, son intention d'injecter 66 millions $ dans la construction de nouveaux silos d'ici à 2027 pour augmenter sa capacité de stockage de céréales de 24 % sur le territoire, la portant ainsi à 628 000 tonnes.
Selon les données compilées par l'Observatoire National de l'Agriculture (Onagri), le pays d'Afrique du Nord a importé 4,1 millions de tonnes de céréales en 2024. Sur ce total, le blé tendre arrive en tête, comptant pour 36,5 % des achats, suivi du maïs (27 %), de l'orge (19,2 %) et du blé dur.

POUR ASSURER L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET LA DURABILITÉ DES RESSOURCES

Qatar Chamber lance sa stratégie 2025-2030

La Chambre de commerce du Qatar (Qatar Chamber) a lancé aujourd'hui sa stratégie 2025-2030, qui sert de feuille de route visant à assurer la durabilité des ressources et à développer des services pour suivre le rythme de la transformation numérique et des changements économiques.

La vision de la Chambre du Qatar est d'être un forum stratégique mondial pour le secteur privé et de faire du Qatar un lieu de choix pour les affaires, tandis que sa mission est de promouvoir et de soutenir le secteur privé qatari au niveau local et mondial, de le représenter et de défendre ses intérêts.
Son Excellence Cheikh Khalifa bin Jassim bin Mohammed Al Thani, président de la Chambre du Qatar, a souligné que la stratégie de la Chambre du Qatar comprend six objectifs stratégiques, dont le développement de l'environnement des affaires pour devenir attractif pour les investissements locaux et étrangers, le soutien et l'encouragement des petites et moyennes entreprises et des entrepreneurs, la transformation de la Chambre du Qatar en un centre mondial de communication et d'influence, la mise en place d'une économie numérique, l'établissement d'une image mentale positive en améliorant les performances de la Chambre et la réalisation de la viabilité financière.
La stratégie de la Chambre du Qatar se concentre sur le soutien et l'encouragement des petites et moyennes entreprises (PME) par la création d'un département spécialisé chargé d'élaborer des études de faisabilité et de marché, en établissant aussi un centre d'entreprenariat et de développement en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), pa la création d'un organe spécialisé au sein de la Chambre pour suivre et superviser l'innovation et les PME, en développant un indice d'innovation en coopération avec une maison d'experts spécialisée, et en lançant une plateforme d'exploration des opportunités d'investissement notamment pour les agences gouvernementales, les investissements hors du Qatar et les recherches de financement.
Grâce à cette stratégie, la Chambre cherche à développer l'environnement des affaires pour qu'il devienne attractif pour les investissements locaux et étrangers, en jouant un rôle d'assistance pour le gouvernement dans la stimulation de l'économie nationale, en révisant les lois et la législation sur les affaires, en soulignant le rôle de la Chambre en tant que lien entre le gouvernement et le secteur privé, ainsi qu'en promouvant le partenariat entre le secteur public et le secteur privé.
La stratégie de la Chambre se concentre sur le soutien de la transition vers une économie numérique, car elle vise à fournir tous les services de la Chambre par voie électronique et à utiliser l'intelligence artificielle pour accomplir les tâches quotidiennes au sein de la Chambre, en plus de soutenir la création d'une plateforme qatarie de e-marketing reliant le monde arabe et le monde entier, et de fournir une plateforme fiable pour faciliter l'accès aux affaires, aux services et aux consultations.
La stratégie vise également à élargir et à documenter la base de données et les informations de la Chambre, à coopérer avec le ministère du commerce et de l'industrie pour vérifier les données et les informations lors de la délivrance des registres commerciaux, à publier un guide pour classer les entreprises par type d'activité, à publier des guides électroniques et papier, et à créer des expositions virtuelles avec la participation d'entreprises locales et internationales.

EGYPTE

Baisse remarquable du taux d'inflation annuel à 12,5% en février

Le taux d'inflation en Egypte a enregistré 12,5% en février 2025 contre 23,2% le mois précédent, selon le rapport mensuel de l'Agence Centrale de la Mobilisation et des Statistiques Publiques (CAPMAS). " Cette baisse du taux d'inflation est due à la baisse des prix de plusieurs produits alimentaires comme par exemple les légumes, les fruits, la viande et les volailles", explique à Ahraminfo l'économiste Hesham Hamdy.
"On s'attend à ce que le taux d'inflation enregistre une légère hausse le mois prochain, à cause de l'importante demande pendant le Ramadan, avant de reprendre sa courbe descendante", ajoute-t-il.
"Le taux d'inflation est souvent calculé par rapport à l'année de base, dans ce cas 2024. Or cette année, le taux d'inflation a enregistré son plus haut niveau, à cause du grand écart entre le prix officiel du dollar et son prix au marché noir", explique l'économiste.
Le taux d'inflation a commencé de reculer depuis la décision le 6 mars 2024 de la Banque centrale d'Egypte de dévaluer la livre égyptienne. Au lendemain de cette importante dévaluation, le prix officiel du billet vert est passé de 30,95 à 49,50 livres.
Une autre économiste qui a requis l'anonymat à cause de statut de fonctionnaire, prévoit que le taux d'inflation en Egypte ne va plus dépasser les 16 %. "Tant que le prix de dollar demeure plus ou moins stable, le taux de l'inflation ne connaîtra pas de tels rebonds", assure-t-elle.

Baisse des prix

La baisse du taux d'inflation est notamment due à la diminution des prix des légumes et des fruits (-8,2%), de la viande et de volailles (-3,2%), du café, du thé et du cacao (-0,2%) et à la stabilité des factures d'eau, d'électricité, de gaz et autres combustibles de. Et ce malgré la hausse des prix des céréales et du pain de (+0,8%), des poissons et fruits de mer (+0,4 %), et des produits laitiers, fromages et œufs (+0,7 %).
L'indice général des prix à la consommation (IPC) a été de 246,8 points pour le mois de février 2025, et de 243,5 points le mois précédent. L'IPC est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'évaluer la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages.

MAURITANIE

Création de deux nouvelles facultés à l'Université de Nouakchott

Conformément à sa politique de développement de son système d'enseignement supérieur, le gouvernement de Mauritanie veut offrir aux étudiants de l'Université de Nouakchott une meilleure expérience de formation.
À l'Université de Nouakchott, l'une des principales institutions d'enseignement supérieur de Mauritanie, la faculté des sciences juridiques et économiques vit ses derniers jours. Elle sera divisée en deux facultés, à savoir : une faculté des sciences juridiques et politiques et une faculté des sciences économiques et de gestion. Le projet de décret portant création des deux facultés a été approuvé lors du Conseil des ministres réuni le mercredi 12 mars sous la présidence de SEM le Président Mohamed Ould Cheikh Ghazouani.
« Le projet de décret s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement visant à renforcer et à développer le système d'enseignement supérieur dans le pays, notamment en ce qui concerne la gestion des étudiants de l'Université de Nouakchott et l'amélioration de la gouvernance de ses institutions », a noté le communiqué final du Conseil.
À son adoption, le décret viendra modifier certaines dispositions du décret n° 2016-138 du 21 juillet 2016, portant création de l'Université de Nouakchott et définissant les règles de son organisation et de son fonctionnement. Ce changement permettra de proposer aux étudiants une meilleure expérience de formation.
Les deux nouvelles facultés viendront s'ajouter à celles que compte déjà l'université, notamment la faculté des lettres et sciences humaines, la faculté des sciences et techniques, et la faculté de médecine.

CÔTE D'IVOIRE

Le pays soutient ses objectifs énergétiques grâce au gaz produit à Baleine

Alors que 64% de sa population avait accès à l'électricité en 2023, la Côte d'Ivoire ambitionne de porter ce taux à 100% d'ici 2030. Un plan dans lequel le gaz devrait jouer un rôle majeur.

Dans une note publiée le mercredi 19 mars, la compagnie pétrolière Eni et la société publique ivoirienne d'hydrocarbures Petroci ont confirmé une « augmentation significative de l'approvisionnement en gaz » de la Côte d'Ivoire, en marge de la deuxième phase de développement du champ Baleine.

Avec une contribution actuellement estimée à 70 millions de pieds cubes par jour (Mpcj), ce gisement favorise la sécurité énergétique de la nation éburnéenne et soutient son objectif d'accès universel à l'électricité d'ici 2030.

En Côte d'Ivoire, 69% de la capacité électrique est en effet générée par des sources thermiques, notamment le gaz qui est principalement pourvu par FOXTROT International pour alimenter les centrales électriques du pays.

Depuis 2023, le volume total de gaz produit à Baleine est aussi corrélé à la demande locale. Alors qu'il produisait 20 000 barils de pétrole par jour et 25 Mpcj de gaz naturel en phase initiale, le gisement a vu sa production tripler depuis le lancement de la phase 2 d'exploitation en décembre 2024, livrant maintenant 60 000 barils par jour (bpj) et 70 Mpcj de gaz naturel.

Ce plateau de production pourrait être encore considérablement amélioré avec la phase 3, dont le développement est en cours d'étude. Selon les prévisions d'Eni, sa mise en œuvre devrait permettre à Baleine d'atteindre la barre des 150 000 bpj de brut, tout en garantissant 200 Mpcj de gaz naturel pour les besoins de la Côte d'Ivoire. Une récente mise à jour indique qu'Eni devrait prendre la décision finale d'investissement de ce projet d'ici fin 2025.

Notons par ailleurs que la Côte d'Ivoire mise aussi sur une intégration progressive des sources d'énergie renouvelable pour soutenir ses ambitions énergétiques. Selon le Pacte National d'Énergie publié en janvier dernier, elles devraient représenter 45% du mix énergétique d'ici à l'horizon 2030. De quoi favoriser la connexion d'environ 17 millions de personnes supplémentaires à l'électricité, contribuant ainsi à l'objectif visant l'accès universel d'ici cette échéance.

TCHAD

Proparco va garantir à hauteur de 7 millions € les prêts de Coris Bank aux PME

Dans un contexte où l'accès au financement reste un défi majeur pour les PME et PMI, ce partenariat vise à renforcer les capacités de financement de Coris Bank pour ces catégories d'entreprises.

Proparco, la branche de l'Agence française de développement dédiée au financement du secteur privé dans les pays en développement, a signé le vendredi 21 mars 2025 avec la filiale du groupe Coris Bank au Tchad (Coris Bank International Tchad) un accord pour une ligne de garantie de 7 millions d'euros. Cette dernière vise à faciliter le développement du commerce international dans ce pays d'Afrique centrale. Cette facilité de « Trade Finance » permettra à la banque de couvrir les risques de non-paiement sur les transactions commerciales réalisées par les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les petites et moyennes industries (PMI), renforçant ainsi leur accès au financement bancaire. « Ce partenariat stratégique facilitera l'importation de denrées alimentaires, des biens et matériaux afin de stimuler davantage la création de valeur au plan national et contribuer fortement à répondre aux besoins essentiels des populations et des entreprises tchadiennes » a indiqué Coris bank. Cette ligne de garantie est mise en place dans un contexte où l'accès au financement demeure l'un des principaux défis pour les PME tchadiennes. Selon un rapport du Centre du commerce international (ITC), ces PME représentent 97% des entreprises du pays et sont au cœur de son développement économique. Cependant, bien qu'elles soient cruciales pour la diversification et la compétitivité de l'économie, elles se heurtent à divers obstacles qui limitent leur capacité à exploiter pleinement leur potentiel. C'est la première fois que Proparco accorde une ligne de garantie à la filiale tchadienne du groupe burkinabé Coris Bank, fondé et dirigé par Idrissa Nassa. Ce groupe est présent au Tchad depuis 2024, suite à l'acquisition de la filiale locale de la banque française Société Générale.

ETHIOPIE

Les premières licences de banque d'investissement accordées

L'octroi par l'Autorité éthiopienne du marché des capitaux de ces licences à des filiales de deux banques commerciales s'inscrit dans le cadre des réformes engagées par le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed pour ouvrir l'économie aux capitaux privés.

L'Autorité éthiopienne du marché des capitaux (ECMA) a annoncé, dans un communiqué publié ce vendredi 21 mars, avoir accordé les premières licences de banque d'investissement à des filiales de deux banques commerciales locales.

Ces licences ont été délivrées à CBE Capital, filiale de la Commercial Bank of Ethiopia (CBE), et à Wegagen Capital Investment Bank, une unité de Wegagen Bank, a-t-on précisé de même source.

L'ECMA a également révélé que des licences ont été également accordées à trois autres fournisseurs de services sur le marché des capitaux, en l'occurrence Ethio-Fidelity Securities (courtage des valeurs mobilières), HST Investment Advisory Services (conseil en investissement en valeurs mobilières) et Equation Securities Investment Advisor (conseil en investissement en valeurs mobilières). « Ces licences sont essentielles à la création d'un marché des capitaux plus diversifié et plus solide en Ethiopie », a souligné le régulateur du marché des capitaux éthiopien. Et d'ajouter : « ce développement montre aussi que le marché des capitaux éthiopien est en train de mûrir pour répondre aux besoins croissants des investisseurs locaux et internationaux ».

L'octroi des nouvelles licences s'inscrit dans le cadre des réformes libérales engagées par le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, depuis son arrivée au pouvoir en 2018. Les efforts visant à ouvrir l'économie du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique subsaharienne (plus de 100 millions d'habitants) aux capitaux privés se sont notamment manifestés par la relance de la Bourse des valeurs mobilières (ESX), après 50 ans d'inactivité et l'attribution de la première licence privée de télécommunications en Ethiopie à l'opérateur kényan Safaricom.

ZAMBIE

L'allemand Bayer triple sa capacité de production de semences de maïs

En Zambie, le maïs est la principale céréale cultivée et consommée par la population. Le pays qui souhaite relancer sa production, bénéficie de nouveaux investissements dans le secteur des semences.

En Zambie, le groupe agrochimique allemand Bayer a mis en service, le 19 mars, une unité de production de semences de maïs hybride basée sur un site de 100 hectares à Kabwe. D'un coût total de 32 millions d'euros (34,9 millions $), la nouvelle infrastructure est dotée d'une capacité de production de 11 000 tonnes.

Cet investissement permet à l'entreprise de tripler sa capacité de production de semences de maïs hybride dans le pays, où jusque-là elle n'exploitait qu'une seule unité d'une capacité de 5 000 tonnes par an, basée à Lusaka. Plus largement, le renforcement de Bayer en Zambie intervient dans un contexte où la filière maïs cherche à relancer sa production, fortement affectée par la sécheresse persistante de ces dernières années, exacerbée par l'apparition du phénomène climatique El Niño en 2024. Selon les données de l'Agence zambienne des statistiques (ZamStats), la récolte de maïs dans le pays a baissé de 54 %, à 1,5 million de tonnes en 2023/2024, signant par la même occasion son plus bas niveau en 16 ans. « La nouvelle installation nous aidera à améliorer la sécurité alimentaire, à renforcer les capacités des petits exploitants agricoles et à soutenir les communautés dans de nombreux pays du continent africain. Il s'agit d'une excellente opportunité commerciale pour Bayer. Nous sommes impatients de lancer la production », a déclaré Bill Anderson, directeur général de l'entreprise allemande. Opérant en Zambie depuis 2016, Bayer y produit et commercialise des semences de maïs hybride sous sa marque « Dekalb ». Dans le pays d'Afrique australe, la superficie dédiée à la culture de maïs s'est établie en moyenne à 1,2 million d'hectares entre 2019/2020 et 2023/2024, selon les données compilées par le Département américain de l'Agriculture (USDA).

SOUDAN

Khartoum face à une facture de 1,3 milliard de dollars pour relancer sa raffinerie

Fin janvier, la presse locale soudanaise a annoncé des affrontements près de la raffinerie d'Al-Jaili, la plus grande des trois raffineries du pays, située au nord de la capitale Khartoum. Reprise aux mains des FSR, sa restauration s'annonce coûteuse.

Selon des estimations relayées jeudi 20 mars par la presse, la réhabilitation de la raffinerie d'Al-Jaili, la plus grande du Soudan, hors service depuis juillet 2023, impliquerait un investissement d'environ 1,3 milliard de dollars. Incendiée lors des affrontements liés à la guerre, l'installation devra subir des réparations majeures, avec des pièces devant être fabriquées à l'étranger. Ce qui pourrait retarder davantage tout retour à la normale. Il faudrait au minimum trois ans pour la rendre à nouveau opérationnelle. Avant la guerre, la raffinerie d'Al-Jaili traitait 100 000 b/j de brut, couvrant près de la moitié des besoins en carburant du Soudan. Son arrêt a aggravé la crise énergétique en rendant le pays davantage dépendant d'importations, alors que les devises étrangères se font rares.

L'État soudanais détient 90 % de la raffinerie, avec la Chine comme partenaire à hauteur de 10 %. Dans un contexte de fragilité économique et de tensions sur les devises, le financement de ces réparations pose question, et dépendra des soutiens extérieurs ou de nouvelles stratégies d'investissement.

Le conflit armé en cours au Soudan a entraîné une contraction du PIB réel de 37,5 % en 2023, causant environ 15 000 morts, 33 000 blessés et le déplacement de 11 millions de personnes, selon des données de la Banque africaine de développement. Parallèlement, la destruction des capacités de production et la perturbation des activités économiques ont sévèrement affecté des secteurs clés, notamment les services. La perte de revenus et les déplacements massifs ont également réduit la consommation intérieure, exacerbant la crise économique dans le pays.

FACE AUX INQUIÉTUDES COMMERCIALES

Les Bourses mondiales en recul

Les marchés boursiers évoluent dans le rouge vendredi, rattrapés par leurs inquiétudes croissantes face à l'impact à venir de la politique protectionniste de Donald Trump.

En Europe, Paris a terminé en recul de 0,63%, Francfort 0,47% et Londres 0,63%. Milan a cédé 0,39%. A Zurich, le SMI a cédé 0,17%.
A Wall Street, le Dow Jones perdait, vers 16H50 GMT, 0,21%, l'indice élargi S&P 500 0,21% et le Nasdaq restait stable (+0,03%).
Les hausses de taxes à l'importation imposées ou attendues au cours des prochaines semaines aux États-Unis inquiètent de plus en plus les marchés.
La date du 2 avril est dans tous les esprits: c'est à cette échéance que les droits de douane dits "réciproques" voulus par Donald Trump doivent être mis en place.
"Cette politique commence à faire peur. On craint que cela ne provoque une stagflation aux États-Unis, soit un ralentissement économique cumulé à une hausse de l'inflation", explique à l'AFP Guillaume Chaloin, directeur de la gestion actions de Delubac AM.
Cette semaine, trois banques centrales - celles de Suisse, d'Angleterre et de Suède - ont mis l'accent sur l'incertitude que faisait peser la politique commerciale de Donald Trump sur leurs prévisions de croissance et d'inflation.
"Trois banques, trois décisions, mais une même ligne directrice: prudence et gestion du risque face à une économie sous tension", résume John Plassard, spécialiste de l'investissement chez Mirabaud.
A Wall Street, plusieurs résultats d'entreprises publiés jeudi soir ont renforcé ces craintes.
Le groupe américain de livraison de plis et colis FedEx (-10,38%), véritable baromètre de la consommation pour les investisseurs, a abaissé à nouveau ses prévisions annuelles face à la "faiblesse de l'économie américaine" et aux "incertitudes".
Le fabricant américain de vêtements et d'équipements sportifs Nike (-7,10%) a, lui, publié des résultats en baisse sur un an.
La séance de ce vendredi marquait aussi l'expiration trimestrielle pour plusieurs catégories d'options et contrats à terme, ce qui se traduit "par un volume [d'échanges] important", que ce soit à la hausse ou à la baisse, selon Patrick O'Hare, de Briefing.com.
Autre point d'attention des marchés: le plan géant d'investissements du futur chancelier Friedrich Merz visant à réarmer et moderniser le pays, que le Parlement allemand a définitivement adopté vendredi.
Ces annonces d'afflux de capitaux ont ravi les marchés ces dernières semaines, mais l'entrain semble ralentir: "on attend désormais de voir ce qui va réellement être investi, que les annonces deviennent réalité", explique Guillaume Chaloin.
"De nombreux investisseurs considèrent aujourd'hui que la plupart des dépenses européennes à venir en matière d'infrastructures et de défense ont déjà été prises en compte" dans les cours, abonde Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank.
Côté devise, l'euro reculait de 0,34% vers 16H50 GMT face au dollar, à 1,0819 dollar pour un euro.
Le taux d'intérêt de l'emprunt à dix ans allemand, référence sur le continent européen, atteignait 2,76% dans les derniers échanges de la séance obligataire, contre 2,78% jeudi soir.
Leur équivalent américain restait stable, à 4,24%, au même niveau que la veille.

MARCHÉ

Une ouverture en baisse en perspective

En baisse de 20 points vers 8075, les futures sur le CAC40 présagent une ouverture dans le rouge à la Bourse de Paris, après un recul d'un peu moins de 1% jeudi à l'image des autres places d'Europe continentale (-1,2% à Francfort, -1,3% à Milan).
'En Europe, la dynamique est toujours positive, même si les actions européennes sont beaucoup moins décotées qu'en début d'année', estimait toutefois Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM, en milieu de semaine.
Ce denier soulignait que le différentiel de valorisation entre actions américaines et européennes, de 40% au début de la rotation géographique, a été ramené à 23% actuellement, se rapprochant des niveaux d'avant-Covid, lorsque cette décote était en moyenne de seulement 15%.
'Dorénavant, c'est moins l'argument de la valorisation qui semble motiver les flux acheteurs en Europe que la volonté, à tout prix, de ne pas être trop exposé à l'économie américaine au cas où la situation se dégraderait à cause de l'administration Trump', expliquait-il.
'Le contexte économique reste caractérisé par une incertitude élevée. L'un des principaux facteurs qui pourraient affecter les perspectives est la politique tarifaire que le gouvernement américain prévoit de mettre en oeuvre en avril', prévient d'ailleurs Antonio Di Giacomo.
Selon cet analyste de marchés pour l'Amérique Latine chez XS, 'ces mesures pourraient avoir un impact sur le commerce international, affectant l'offre et la demande de biens et de services et, par conséquent, l'évolution de l'inflation'.
Seule donnée macroéconomique figurant au calendrier du jour, l'indice du climat des affaires en France, calculé mensuellement par l'Insee, devrait paraître à l'ouverture des marchés. Pour mémoire, il était ressorti en hausse d'un point à 96 en février.
Du côté des valeurs, Beneteau publie un résultat net part du groupe en baisse de 37% à 92,9 millions d'euros au titre de 2024, ainsi qu'un résultat opérationnel courant en chute de 63,3% à 75,9 millions, mais supérieur à sa prévision.

FRANCE

La Bourse de Paris termine la semaine dans le rouge

La Bourse de Paris a terminé dans le rouge, rattrapée par les inquiétudes croissantes des marchés face à l'impact à venir de la politique commerciale de Donald Trump. Le CAC 40 a cédé 0,63%, à 8.042,95 points, soit un recul de 51,25 points. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice vedette parisien est toutefois en légère hausse de 0,18%.
Les hausses de taxes à l'importation imposées ou attendues dans les prochaines semaines aux États-Unis inquiètent de plus en plus les marchés.
La date du 2 avril est dans tous les esprits: c'est à cette échéance que les droits de douane dits "réciproques" voulus par Donald Trump doivent être mis en place.
"Cette politique commence à faire peur. On craint que cela ne provoque une stagflation aux États-Unis, soit un ralentissement économique cumulé à une hausse de l'inflation", explique à l'AFP Guillaume Chaloin, directeur de la gestion actions de Delubac AM.
Cette semaine, trois banques centrales - celles de Suisse, d'Angleterre et de Suède - ont mis l'accent sur l'incertitude que faisait peser la politique commerciale de Donald Trump sur leurs prévisions de croissance et d'inflation dans leurs zones respectives.
"Trois banques, trois décisions, mais une même ligne directrice: prudence et gestion du risque face à une économie sous tension", résume John Plassard, spécialiste de l'investissement chez Mirabaud.
La séance de ce vendredi marquait aussi l'expiration trimestrielle pour plusieurs catégories d'options et contrats à terme, ce qui se traduit "par un volume (d'échanges) important", que ce soit à la hausse ou à la baisse, selon Patrick O'Hare, de Briefing.com.
Autre point d'attention des marchés: le plan géant d'investissements du futur chancelier Friedrich Merz visant à réarmer et moderniser le pays, que le Parlement allemand a définitivement adopté vendredi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Mars 2025
Valeur : 24 Mars 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.4226	133.4376
1	EUR	EURO	145.0704	145.1000
1	GBP	POUND STERLING	173.0289	173.1157
100	JPY	JAPANESE YEN	89.8469	89.8872
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4303	18.4332
1	CHF	SWISS FRANC	152.1179	152.1870
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.9839	93.0008
1	DKK	DANISH KRONE	19.4479	19.4515
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.1854	13.1981
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.6247	12.6302
1	AED	UAE DIRHAM	36.3213	36.3313
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5699	35.5758
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.1903	433.3797
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.9251	43.3565
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.8399	13.8415
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.6604	27.8018
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3415	3.3519
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.8056	177.8056

NORVÈGE

Les marchés actions finissent en hausse ; l'indice Oslo OBX gagne 1,26%

Les marchés actions ont terminé la séance en hausse ce lundi; la progression des secteurs Équipements et services de santé, Pharma, biotech et sciences de la vie, et Services publics a contribué à cette hausse. En clôture à Oslo, l'indice Oslo OBX a gagné 1,26%, signant ainsi un plus haut historique.
La meilleure performance de la séance pour l'indice Oslo OBX est à mettre au crédit du titre Nel ASA (OL:NEL) en hausse de 14,70% soit 0,41 points pour un cours de clôture de 3,20. En seconde position, on retrouve Norwegian Air Shuttle ASA (OL:NAS) qui gagne 4,97% soit 0,55 points pour une clôture à 11,52. Le titre Hoegh Autoliners ASA (OL:HAUTO) vient compléter ce trio de tête avec une progression de 4,90% soit 3,90 points pour une fin de séance à 83,50. Nordic Semiconductor ASA (OL:NOD) signe la pire performance de la séance, en perdant 1,80% soit 2,40 points pour un cours de clôture de 130,75. TGS NOPEC Geophysical Company ASA (OL:TGS) abandonne 0,15% soit 0,15 points et termine à 99,00. Pour sa part, Telenor (OL:TEL) prend 0,07% soit 0,10 points pour un cours de clôture de 148,50. Les titres en hausse ont dépassé en nombre les titres en baisse à la Bourse d'Oslo par 201 valeurs à 76 et 26 stables. Les titres Telenor (OL:TEL) ont progressé et atteint un plus haut de 3 ans, après avoir pris 0,07% soit 0,10 points pour un cours de 148,50.
D'autre part, le pétrole brut pour livraison en mai a gagné 0,66% soit 0,44 points, à $67,35 le baril. Concernant les autres matières premières, le Brent pour livraison en mai a progressé de 0,65% soit 0,46 points pour un cours de $71,04 le baril, alors que l'or pour livraison en avril a gagné 0,11% soit 3,40 points pour un cours de $3.004,50 l'once troy.

GRIPPE AVIAIRE

En déficit d'œufs, Washington appelle à la rescousse

La multiplication des cas de grippe aviaire dans les élevages aux États-Unis a décimé l'offre et transformé les œufs en symbole d'une inflation qui ne laisse pas de répit aux Américains.

Les États-Unis, qui cherchent à réduire leur dépendance aux importations, se trouvent obligés de convaincre d'autres pays de leur fournir des œufs pour pallier le déficit de production lié à la grippe aviaire. La multiplication des cas de grippe aviaire dans les élevages aux États-Unis a décimé l'offre et transformé les œufs en symbole d'une inflation qui ne laisse pas de répit aux Américains. Pour éviter que le virus ne se disperse, plus de 30 millions de poules pondeuses ont été euthanasiées depuis le début de l'année.
La perte de leur production se traduit par des étals déserts et des prix élevés, sachant que reconstituer une population de poules pondeuses prend du temps. Il faut attendre environ 18 semaines après l'éclosion pour qu'une femelle soit capable de pondre son premier oeuf.

"Des centaines de millions d'œufs à court terme"

La Maison Blanche a vanté cette semaine un franc recul du prix des oeufs sur le marché de gros - le ministère de l'Agriculture l'expliquant par une accalmie de la grippe aviaire et un reflux de la demande, rebutée par le niveau des prix.
Mais cette baisse ne s'est pas encore matérialisée sur les étiquettes des supermarchés et la situation reste tendue à l'approche des congés de Pâques qui coïncident généralement avec une forte consommation.
Les États-Unis cherchent donc à accroître l'offre en négociant des volumes supplémentaires par-delà les frontières.
"Pour l'instant, nous allons importer des oeufs de Turquie et de Corée du Sud", a expliqué vendredi à la presse la ministre de l'Agriculture Brooke Rollins.
"Hier encore, j'ai parlé à une poignée d'autres pays dont nous pourrons bientôt importer la production. Nous n'avons pas encore signé d'accord, donc je préfère ne pas donner leur nom", a-t-elle ajouté.
"Nous parlons de centaines de millions d'oeufs à court terme... C'est assez pour aider à faire baisser davantage les prix en attendant que notre population de poules soit reconstituée", a estimé Brooke Rollins. La ministre a espéré que la production nationale puisse couvrir l'essentiel des besoins "d'ici quelques mois". Dans un communiqué, son ministère s'est par ailleurs montré satisfait devant un recul des exportations américaines, estimant que "garder plus d'oeufs sur le marché intérieur aide à stabiliser les prix".

Des associations européennes de producteurs approchées

La volonté de Washington de sécuriser de nouveaux approvisionnements coïncide avec une période de grande tension sur le plan commercial. Depuis son investiture en janvier, le président Donald Trump a mis en place de nouveaux droits de douane et en promet d'autres pour privilégier la production nationale. Canada, Mexique, Chine, Union européenne... La liste des pays visés est longue.

ESPAGNE

Le premier ministre accuse Javier Milei de fraude «pyramidale» à la Ponzi

Le premier ministre espagnol, le socialiste Pedro Sánchez, a accusé samedi le président argentin ultralibéral Javier Milei d'avoir monté une pyramide de Ponzi en référence au «cryptoscandale» $LIBRA, une fraude présumée aux cryptomonnaies qui l'a éclaboussé après un bref post sur X.
Durant un meeting de son parti à Palma de Majorque aux îles Baléares, Pedro Sánchez a accusé la droite en général de vouloir «même privatiser la monnaie». «Nous l'avons vu en Argentine où ils ont créé une fraude pyramidale» impliquant «le président» et où «ceux d'en haut se sont gardés l'argent des autres», a-t-il dit. Le premier ministre espagnol faisait allusion à l'affaire du «cryptoscandale» $LIBRA.

Des relations diplomatiques tendues

Javier Milei a brièvement relayé sur son compte X en février - avant de se rétracter - un projet de cryptomonnaie, $LIBRA, qui a bondi puis s'est effondrée en quelques heures, laissant penser qu'il s'agissait d'un un montage financier frauduleux qui consiste à rémunérer les investissements des clients existants essentiellement par les fonds procurés par les nouveaux entrants.
Des plaintes ont été déposées, le visant ainsi que les acteurs du projet. Un juge a été chargé d'enquêter et l'image de Javier Milei, qui récuse toute responsabilité, a été écornée, d'après les sondages. Les relations entre Sánchez et Milei, aux antipodes idéologiquement, sont tendues et des propos polémiques du président argentin contre l'épouse du premier ministre espagnol en mai dernier avaient provoqué une crise diplomatique et le rappel de l'ambassadrice espagnole en Argentine. Un nouvel ambassadeur a été nommé en octobre.

ZONE OCDE

Le taux de chômage dans la globalement stable à 4.8 %

Le taux de chômage dans la zone OCDE en janvier 2025 est resté globalement stable à son niveau historiquement bas de 4.8 %. Ce point bas historique a été atteint pour la première fois en mars 2023, le taux de chômage de la zone OCDE étant resté proche de ce niveau depuis lors (graphique 1 et tableau 1). Par rapport à décembre 2024, les taux de chômage sont restés stables en janvier dans 19 pays de l'OCDE, tandis qu'ils ont baissé dans 11 pays et ont augmenté dans 3 autres.
Cinq pays de l'OCDE ont enregistré un taux de chômage mensuel proche de leur taux historiquement le plus bas, tandis que le taux de chômage était supérieur de 2.0 points de pourcentage [p.p.] ou plus à son niveau le plus bas dans huit pays de l'OCDE (graphique 2 et tableau 1). Le nombre de chômeurs dans l'OCDE a légèrement diminué pour atteindre 34 millions en janvier (tableau 2).
En janvier 2025, les taux de chômage des femmes et des hommes dans les pays de l'OCDE sont restés globalement stables à 5.1 % et 4.6 %, respectivement. Le taux de chômage des femmes a été supérieur à celui des hommes dans l'Union européenne, la zone euro et 20 pays de l'OCDE en janvier 2025 (ou au cours de la dernière période disponible), les écarts les plus importants ayant été observés en Espagne, en Grèce, en Türkiye et en Colombie. En revanche, le taux de chômage des femmes était identique à celui des hommes en Australie, en Israël et aux États-Unis, et le taux de chômage des hommes était supérieur à celui des femmes dans 15 pays de l'OCDE
Le taux de chômage de l'OCDE est resté globalement stable pour les jeunes travailleurs (âgés de 15 à 24 ans) tout en dépassant de 6.8 p.p. le taux de chômage des travailleurs âgés de 25 ans et plus, qui est lui-même resté stable

VENEZUELA

Saisie de près de quatre tonnes de cocaïne

Les autorités vénézuéliennes ont saisi quatre tonnes de "cocaïne de la plus haute pureté" ces derniers jours lors de l'opération "Eclair" dans l'ouest du pays dans une région frontalière avec la Colombie, a annoncé samedi le ministre de l'Intérieur Diosdado Cabello. Après la saisie de 5,4 tonnes de cocaïne mi mars dans le cadre de la même opération, cela porte à près de dix tonnes les quantités saisie en mars. Une cache de 2.619 kilos a été trouvée enterrée sur une petite île du lac Maracaibo (Zulia, ouest) et une autre de 1.240 kilos a été trouvée à bord d'un camion. "Tout cela représente 9.866 kilos de drogue (...) Nous leur avons pris près de 10 tonnes de drogue en une seule opération et nous n'avons pas fini", a déclaré le ministre précisant que des hommes d'affaires, des juges et des procureurs étaient impliqués dans ce réseau opérant entre la région colombienne de Tibu et Zulia (Ouest). M. Cabello a montré des images d'agents masqués creusant la terre avec leurs mains pour extraire la drogue, aidés par des chiens et la télévision d'Etat a montré des images de la découverte de 1.240 kilos de cocaïne liquide camouflée dans des tôles de toiture. Il y a eu au moins une douzaine d'arrestations, dont six maires de l'Etat de Zulia, selon M. Cabello. Lors de la saisie mi mars, le ministre avait indiqué que la cocaïne était "fabriquée en Colombie" et transportée dans des bateaux et submersibles" de fabrication "rudimentaire" vers le lac de Maracaibo, plus grand lac d'Amérique du sud et qui a un débouché sur la mer des Caraïbes.

POUR ÉVITER LES TAXES EUROPÉENNES

Comment la chute de Fisker pourrait servir aux constructeurs chinois

C'est dans l'usine autrichienne de Magna Steyr que les constructeurs chinois Xpeng et GAC devraient assembler leurs voitures. De quoi échapper aux taxes de l'UE !

Après la faillite du constructeur américain Fisker en mai 2024 et l'arrêt de la production de son SUV Ocean, l'usine Magna Steyr de Graz, en Autriche, s'est retrouvée en difficulté. La filiale de l'équipementier canadien Magna International a rapidement cherché à remplir ses lignes de production en engageant des discussions avec plusieurs constructeurs, notamment chinois. Il faut dire qu'en 2024, l'usine en question avait produit 71 900 véhicules, un chiffre en baisse par rapport aux 105 100 unités assemblées l'année précédente. Et puis il ne faut pas oublier non plus l'arrêt prévu des BMW Z4 et Toyota Supra en 2026 ! Vous l'aurez compris, Magna Steyr se doit d'impérativement trouver de nouveaux clients. Et il semblerait qu'il soit en passe de finaliser des contrats avec deux marques chinoises.

Les constructeurs chinois ont une idée derrière la tête

Selon le média autrichien Kleine Zeitung, c'est avec Xpeng et GAC Motor que Magna Steyr serait sur le point de faire affaire. L'idée serait de pouvoir assembler dans l'usine de Graz des véhicules électriques à destination du marché européen. Si le but est évidemment de se faire une place sur le Vieux Continent, cette initiative leur permettrait de faire d'une pierre deux coups en évitant en plus les taxes douanières imposées aux véhicules électriques produits en Chine et importés en Europe. Lesquels s'élèvent à 21,3% pour Xpeng, qui commercialise déjà les modèles Xpeng G6 et Xpeng G9 chez nous. Pour ce qui est de GAC Motor, la marque ambitionne d'y introduire son SUV électrique GAC Aion V et pénétrer le marché européen avec une production locale. Enfin dernière bonne nouvelle pour ces constructeurs en produisant à Graz, ce sont les investissements limités en n'assemblant que de petites séries pour explorer les différents marchés européens.

Une relance de la production prévue d'ici quelques mois !

D'après Kleine Zeitung, la production des véhicules Xpeng et GAC devrait débuter dès juin 2025. Magna Steyr prévoit d'assembler ces véhicules selon la méthode SKD (Semi Knocked Down), c'est-à-dire en utilisant des kits en provenance de Chine. Cette solution permettrait une montée en puissance progressive, adaptée aux prévisions de ventes encore modestes pour ces constructeurs en Europe. Bien que Magna Steyr n'ait pas encore confirmé officiellement ces accords, cette collaboration pourrait être une aubaine pour l'usine autrichienne en quête de nouveaux contrats, tout en offrant aux marques chinoises une porte d'entrée stratégique sur le marché européen.

Le Mercedes-Benz Sprinter : 5 millions pour ses 30 ans !

Le Sprinter fête cette année ses 30 ans de labeur. Il devrait franchir le cap des 5 millions d'unités produites. La marque lui dédie une série spéciale. Petit retour sur son histoire...

Il y a 30 ans, Mercedes-Benz lançait un utilitaire léger sur le marché : le Sprinter. Il s'agissait alors du premier utilitaire léger de la marque à porter un nom plutôt qu'un numéro de modèle. Il a donné son nom à toute une catégorie de véhicules. Pour 2025, année de ses 30 Ans, la marque va atteindre le cap des 5 millions d'unités produites et lance une série spéciale « 30 Ans », en plus d'une exposition dédiée au musée de Stuttgart (jusqu'au 30 mars). Retraçons son évolution, dans les grandes lignes.

1995 : le début d'une nouvelle ère pour les fourgons

Le Sprinter a fait sa première apparition publique au printemps 1995, il succède alors au T1/TN, mais n'en garde que le concept technique de base de son prédécesseur ; tout le reste est inédit. Carrosserie autoportante, suspensions indépendantes, moteurs puissants. Il offrait de série des freins à disque aux quatre roues, un ABS, et un airbag conducteur en option. Les empattements variaient de 3000 à 4025 millimètres. La masse maximale admissible s'élevait initialement à 2590, 2800 ou 3500 kilos.

2006 : La deuxième génération multiplie les versions

Les cients ont le choix entre trois empattements, quatre longueurs, trois hauteurs de toit et une masse maximale allant de 3,0 à 6,0 tonnes. L'ESP se généralisera vite sur cette seconde génération.

À partir de 2008, l'offre s'est étoffée d'un système de suspension pneumatique disponible en option. En 2013, l'assistant de vent latéral a été introduit, un tout nouveau système de sécurité dans une camionnette.

2018/2019 : La troisième génération du Sprinter s'électrise

Le Sprinter 3 devient aussi une traction, ce qui crée de nouvelles déclinaisons (tracteur). Il est le premier utilitaire à recevoir le multimédia MBUX. Mercedes-Benz a également relevé la barre en matière de sécurité. Cap important en 2019 avec le lancement de la première version de production de l'eSprinter, 100% électrique. Aujourd'hui, l'eSprinter est disponible en deux variantes de carrosserie et longueurs, et avec trois formats de batterie offrant une autonomie maximale de 445 kilomètres (WLTP).

Le Sprinter et l'eSprinter ont bénéficié l'année dernière de plusieurs mises à jour en matière de connectivité et de sécurité.

MALGRÉ LES CONTROVERSES

OpenAI (ChatGPT) lance trois nouveaux modèles vocaux

OpenAI vient de déployer trois nouveaux modèles audio pour l'API : gpt-4o-transcribe, gpt-4o-mini-transcribe et gpt-4o-mini-tts. Ces innovations promettent une meilleure reconnaissance vocale et une synthèse plus naturelle. Les développeurs peuvent désormais personnaliser le ton des voix générées, tout en respectant les préréglages contrôlés par l'entreprise.

Avec le lancement de trois nouveaux modèles audio, OpenAI souhaite améliorer les capacités vocales de ses chatbots. Deux d'entre eux, gpt-4o-transcribe et gpt-4o-mini-transcribe, se consacrent à la conversion de la parole en texte avec une précision affûtée. Le troisième modèle, gpt-4o-mini-tts, permet de transformer le texte en parole avec des nuances expressives inédites.
Ces outils s'adressent aux développeurs du monde entier pour créer des applications vocales plus naturelles et intuitives. Les modèles sont déjà accessibles via l'API d'OpenAI, avec une tarification variant de 0,3 à 1,5 cent par minute selon le service utilisé. Cette nouvelle offre enrichit les capacités multimodales de l'entreprise au-delà du texte.

OpenAI développe des capacités qui vont au-delà du texte pour créer des agents vocaux plus intelligents

OpenAI a lancé le 20 mars 2025 trois nouveaux modèles audio disponibles via son API. Cette nouvelle génération de technologies complète les outils d'agents textuels comme Operator, Deep Research, Computer-Using Agents et l'API Responses.
Les nouveaux modèles élargissent l'offre vers la dimension vocale : deux modèles de reconnaissance vocale (gpt-4o-transcribe et gpt-4o-mini-transcribe) et un modèle de synthèse vocale (gpt-4o-mini-tts).
Selon l'entreprise, ces modèles améliorent considérablement la précision et la fiabilité de la transcription, particulièrement dans des conditions complexes comme les accents, les environnements bruyants ou les variations de débit de parole. Les tests montrent que ces modèles surpassent les solutions existantes, y compris les précédents modèles Whisper développés par OpenAI.
Le gpt-4o-mini-tts introduit pour la première fois la possibilité de spécifier comment le texte doit être prononcé. Par exemple, un développeur peut demander au modèle de « parler comme un agent du service client sympathique ». Ces nouveaux modèles utilisent les architectures GPT-4o et GPT-4o-mini, mais bénéficient d'un pré-entraînement avec des jeux de données audio spécialisés.

Les innovations techniques sont accompagnées de précautions éthiques et économiques

Les nouveaux modèles vocaux d'OpenAI intègrent trois avancées techniques essentielles. D'abord, ils bénéficient d'un pré-entraînement sur des jeux de données audio spécialisés. Ensuite, ils utilisent des méthodologies de distillation avancées pour transférer les connaissances des grands modèles vers des versions plus petites et performantes. Enfin, pour les modèles de transcription, un paradigme d'apprentissage par renforcement améliore la précision et réduit les hallucinations.
Ces modèles sont maintenant accessibles à tous les développeurs, avec une tarification établie. La transcription avec gpt-4o-transcribe coûte environ 0,6 cent par minute, tandis que gpt-4o-mini-transcribe est proposé à 0,3 cent par minute. La synthèse vocale avec gpt-4o-mini-tts revient à environ 1,5 cent par minute.

OpenAI précise que les modèles de synthèse vocale sont actuellement limités aux voix artificielles prédéfinies. L'entreprise surveille ces préréglages pour garantir leur caractère synthétique reconnaissable.
Cette restriction répond aux voix qui s'élèvent quant à l'éthique et l'usurpation vocale, après notamment l'affaire « Her », dans laquelle le papa de ChatGPT avait été accusé par l'actrice Scarlett Johansson d'avoir plagié sa voix.
« À l'avenir, nous prévoyons de continuer à investir dans l'amélioration de l'intelligence et de la précision de nos modèles audio et d'explorer des moyens permettant aux développeurs d'apporter leurs propres voix personnalisées pour créer des expériences encore plus personnalisées, conformément à nos normes de sécurité », indique l'équipe d'OpenAI.
L'entreprise poursuit ses discussions avec les décideurs politiques, chercheurs, développeurs et créatifs sur les défis et opportunités des voix synthétiques. OpenAI promet également des investissements dans d'autres modalités, notamment la vidéo, pour permettre la création d'expériences agentiques multimodales.
Pour les développeurs qui travaillent déjà avec des modèles textuels, OpenAI recommande l'utilisation du SDK Agents pour créer facilement des agents vocaux. Pour les applications nécessitant une faible latence, l'API Realtime est conseillée.

120 000 INGÉNIEURS, 45 BREVETS DÉPOSÉS… PAR JOUR !

Comment le chinois BYD va balayer la concurrence dans l'électrique

Devenu le premier constructeur de véhicules électriques chinois, BYD a dévoilé sa nouvelle plateforme électrique qui permet de recharger une voiture en 5 minutes pour 470 km d'autonomie. Cette sérieuse avancée n'a été possible que grâce à une armée de 120 000 ingénieurs qui déposent quotidiennement 45 brevets, loin devant les concurrents occidentaux.
On vous en parlait sur Clubic, de l'annonce fracassante de BYD, qui a dévoilé le 17 mars sa Super e-Platform. Elle permet de recharger un véhicule en cinq minutes pour obtenir 470 kilomètres d'autonomie. Stella Li, vice-présidente exécutive du constructeur, était en tournée européenne pour promouvoir cette technologie.
BYD prévoit l'installation de 4 000 bornes de recharge ultra-rapides, appelées « chargeurs flash », d'une puissance pouvant atteindre 1 000 kilowatts. Deux modèles équipés de cette technologie sont déjà en prévente en Chine, livrables en avril. Le constructeur continue de grimper dans le classement mondial des constructeurs, avec plus de 4 millions de véhicules vendus en 2024, devant Tesla. En Europe, les ventes devraient doubler cette année pour atteindre 186 000 unités.

BYD dépasse la concurrence grâce à une armée de 120 000 ingénieurs

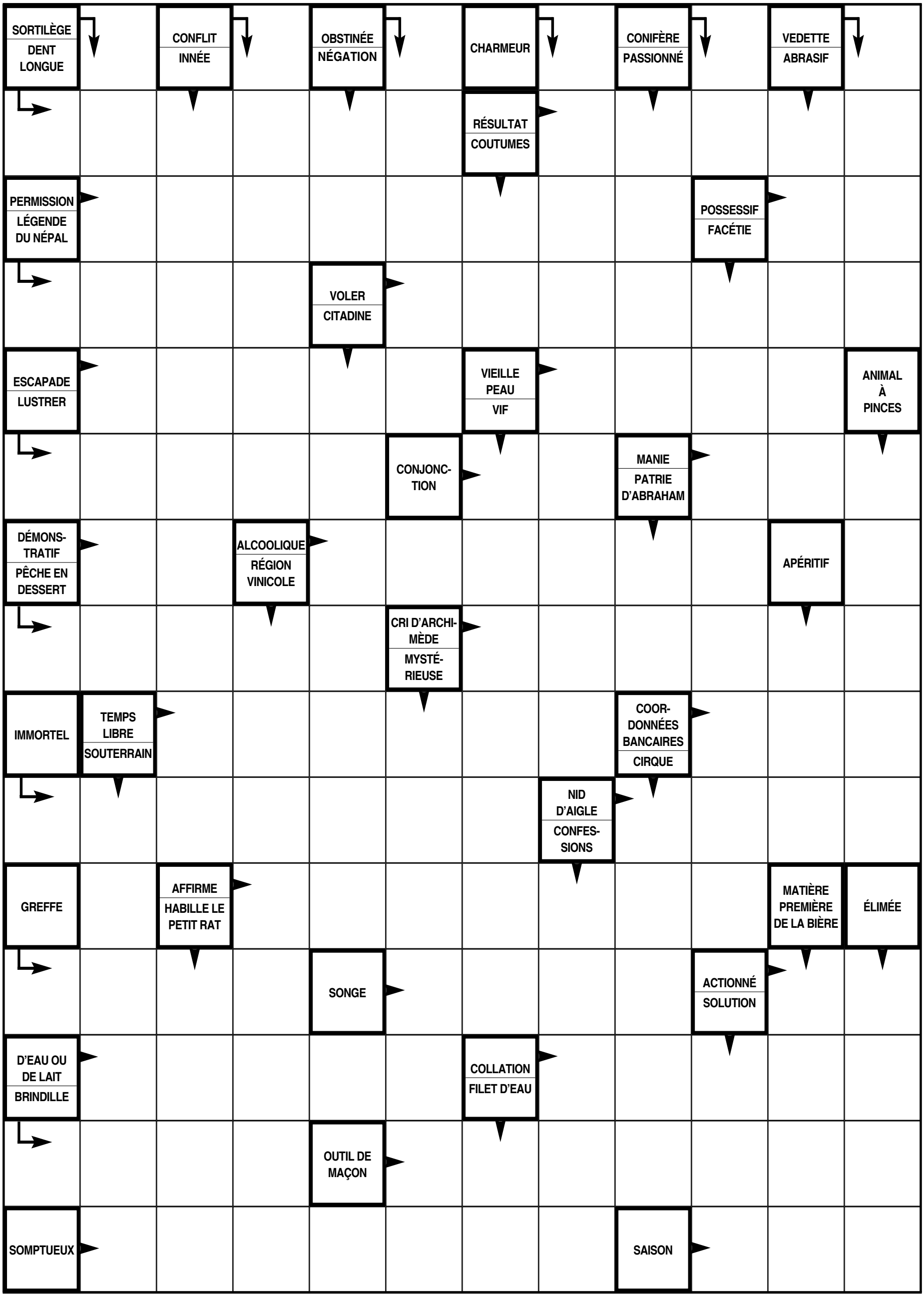
« Chaque seconde, c'est 2 kilomètres d'autonomie », explique Stella Li à propos de la nouvelle technologie de recharge. Le temps nécessaire pour faire le plein d'électricité égale désormais celui d'un plein d'essence. Cette innovation répond aux attentes du marché chinois, où « les gens n'ont pas beaucoup de patience ». Les 120 000 ingénieurs de BYD, soit 10% de l'effectif total, constituent la force motrice derrière ces avancées. La comparaison avec les concurrents occidentaux est frappante : ACC, qui regroupe Stellantis, Mercedes et Total pour la production de batteries, compte seulement 800 chercheurs et prévoit même des réductions d'effectifs.

BYD ne s'arrête pas à la recharge ultra-rapide. L'entreprise a également annoncé en février l'installation en série de son système de conduite autonome « God's Eye » (« l'œil de Dieu ») sur tous ses véhicules en Chine. Cette stratégie contraste avec celle de Tesla, qui fait payer un abonnement pour des fonctions similaires. Preuve en est de la réaction des marchés financiers puisque l'action BYD a bondi de 47% depuis le début de l'année. Warren Buffett, l'investisseur américain, figure parmi les actionnaires de l'entreprise.

Une stratégie d'expansion mondiale calculée

En France, BYD a vendu 968 voitures sur les deux premiers mois de l'année. L'entreprise compte 50 concessions dans l'Hexagone et prévoit d'en ouvrir 120 d'ici à la fin 2025. Une usine en Hongrie et une autre en Turquie produisent déjà pour le marché européen. Une troisième pourrait voir le jour dans les deux prochaines années, possiblement en Allemagne.
La technologie Super e-Platform n'arrivera pas en Europe « avant plusieurs années », selon Stella Li. C'est d'abord sur le marché chinois, où la concurrence est la plus féroce, que BYD veut distancer ses rivaux comme Tesla et Nio. Ce dernier développe l'échange de batteries en cinq minutes et vient de s'associer avec CATL, leader mondial des batteries.
BYD prépare également le lancement d'une marque premium, Denza, prévue pour avril lors de la Semaine du design à Milan. Qu'est-ce qui va arrêter BYD ?

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 24 mars 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Six morts et 208 blessés en 24 heures

Six (6) personnes sont décédées et 208 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique jeudi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine avec 3 morts et 2 blessés, dans deux accidents distincts, le premier a fait 2 morts et un blessé suite à une collision entre un véhicule léger et camion semi-remorque sur l'autoroute Est-Ouest, menant vers la wilaya de Skikda, alors que le deuxième a fait un mort et un blessé, suite à une collision entre deux camions sur l'autoroute Est-Ouest au niveau de la daïra de Zighoud-Youcef, précise la même source. Par ailleurs, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers, dont un feu de forêt à Oran, selon le bilan, qui déplore le décès d'une personne dans un incendie déclaré dans une habitation en préfabriqué à Thénia dans la wilaya de Boumerdes.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi sur la prévention des drogues et des psychotropes et à des exposés concernant plusieurs dossiers, dont les résultats de la consultation internationale pour l'importation de bétail à l'occasion de l'Aïd El-Adha et la réduction des prix du transport aérien au profit de la communauté nationale à l'étranger à cette même occasion, indique un communiqué de la Présidence de la République. « Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi sur la prévention des drogues et des psychotropes et à des exposés portant sur l'intégration des enseignants contractuels, la création de pôles universitaires pour renforcer leur rôle économique, les résultats de la consultation internationale pour l'importation de bétail à l'occasion de l'Aïd El-Adha et la réduction des prix du transport aérien au profit de la communauté nationale à l'étranger à cette même occasion», lit-on dans le communiqué.

ALGÉRIE-FRANCE

«Le contentieux a été créé de toutes pièces»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que le contentieux entre l'Algérie et la France "a été créé de toutes pièces", qualifiant ce qui se passe autour de cette question de "brouhaha" et de "capharnaüm politique".
"Il y a un brouhaha, un capharnaüm politique (en France) autour d'un contentieux créé de toutes pièces", a déclaré le président de la République lors de l'entrevue périodique avec les médias de la presse nationale, diffusée samedi soir sur les chaines de Télévisions et de Radios nationales.
"On garde comme unique point de repère, le Président Macron. Nous travaillons ensemble. Il y a eu, c'est vrai, un moment d'incompréhension, mais il reste le Président de la république française, et personnellement, tous les problèmes doivent se régler soit avec lui ou avec la personne qu'il délègue, en l'occurrence son ministre des Affaires étrangères, à juste titre", a-t-il précisé.
"En ce qui me concerne, le dossier contentieux créé de toutes pièces, il est entre de bonnes mains, entre des mains de quelqu'un de très compétent qui a toute ma confiance, en l'occurrence le ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Attaf", a ajouté le président de la République. Il a indiqué, en outre, que l'Algérie et la France "sont deux Etats indépendants: une puissance africaine et une puissance européenne et deux Présidents travaillant ensemble. Tout le reste ne nous concerne pas", a-t-il martelé.
Au sujet des visites des officiels français dans les territoires sahraouis occupés, il a fait remarquer que ces visites "ne sont pas une provocation". "Le jour où je comprendrai, j'expliquerai. Nous ne sommes pas dupes. Nous savons que l'histoire de l'autonomie est française avant qu'elle ne soit défendue par nos voisins de l'Ouest. La France et le Maroc s'entendent bien et cela ne nous dérange pas. Cette manière ostentatoire pose un problème. Elle dérange l'ONU et la légalité internationale", a-t-il souligné. Par ailleurs, le président de la République a relevé que "la France officielle a reconnu l'assassinat de Ben M'hidi. L'histoire nous la connaissons. On ne refait pas l'histoire. Cela nous ramène à la question de la mémoire".
"Quand on met la poussière sous le tapis, cela devient irrespirable (pour la France). Cela nous renvoie à la liberté d'expression", note le président de la République, citant Jean-Michel Apathie, les "Dreyfusards" et les OQTF (dont celui qui a dénoncé le génocide à Ghaza).
"Pour eux (les Français), la liberté est je dis ce que je veux et tu te la fermes: On ne se la ferme pas", a-t-il martelé, ajoutant qu'il "faut savoir raison garder. Il y a des Français qui nous aiment et qui nous ont aidés".
"Il y a des journalistes français honnêtes et courageux qui disent la vérité. On a beaucoup d'amis en France comme Audin, Maillot, Sartre, de Beauvoir, Simone Veil, Gisèle Halimi", a encore souligné le président de la République.

REVUE

Feuille de route des médias algériens pour contrer les campagnes tendancieuses visant l'Algérie

La revue Bawabet El Djazaïr (portail de l'Algérie) a mis en avant, dans son deuxième numéro (mars 2025), la feuille de route des médias algériens pour contrer les campagnes tendancieuses visant l'Algérie, soulignant qu'il s'agit d'une "bataille de sécurité nationale" dans le monde d'aujourd'hui où les événements s'accélèrent et les intérêts s'entremêlent. Dans un article intitulé "Feuille de route des médias algériens pour contrer les campagnes tendancieuses visant l'Algérie : bataille de sécurité nationale", la revue estime que "les déclarations du ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, concernant la nature de la guerre médiatique orchestrée par des officines hostiles à l'Algérie continuent à faire couler de l'encre, les chiffres avancés par le ministre servant désormais de référence dans l'analyse de la scène médiatique, politique, voire sécuritaire", soulignant que "la bataille des esprits pour contrer ces campagnes est une question de sécurité nationale". En parlant des campagnes tendancieuses menées contre l'Algérie, le ministre de la Communication a présenté des données précises qui ont mis à nu les visées de ces officines : salir l'Algérie en inondant les médias et les réseaux sociaux à travers le monde d'un flot ininterrompu d'informations fallacieuses et tendancieuses contre notre pays, écrit la revue. Ces campagnes médiatiques sont à placer dans le contexte des "guerres de cinquième génération en cours dans le monde d'aujourd'hui où les événements s'accélèrent et les intérêts s'entremêlent", relève l'auteur de l'article. "L'Algérie a déjà été confrontée, par le passé, à de telles campagnes médiatiques étrangères orchestrées, notamment durant la décennie noire, lorsque la France a employé toute sa machine médiatique pour développer et diffuser à grande échelle des thèses fallacieuses et pernicieuses sur l'Algérie", rappelle l'auteur, soulignant que ce sont juste les méthodes qui ont changé, avec "le recours, aujourd'hui, d'obscures officines à l'intelligence artificielle, aux deepfake, à la manipulation des algorithmes et à la création de milliers de sites électroniques dans le but de salir l'Algérie". A la lumière de ces données, les déclarations du ministre de la Communication sont "une sonnette d'alarme". "Elles ont le mérite d'alerter les Algériens sur ce qui se trame contre leur pays, tout en rappelant l'impératif pour les médias nationaux de sensibiliser sans cesse le public afin qu'il reste vigilant face aux fausses informations", soutient l'auteur. Evoquant la guerre menée par les mouches électroniques marocaines et sionistes sur les réseaux sociaux, l'article explique que la guerre médiatique marocaine a pris de graves proportions après la normalisation du Maroc et suite aux victoires successives de la diplomatie algérienne à la faveur de son retour en force sur la scène régionale et internationale.

PROMOTION DU CONTENU NUMÉRIQUE POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Organisation d'une rencontre nationale à Alger

Le thème de "la promotion du contenu numérique pour la protection de l'enfance" a été au centre d'une rencontre nationale organisée, samedi soir à Alger, par l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE), en partenariat avec l'Union nationale des ordres des avocats (UNOA). Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre des "efforts visant le renforcement de la protection de l'enfant et la promotion de ses droits en Algérie, tend à "renforcer le rôle des influenceurs dans la création de contenus utiles ayant un impact positif sur les enfants, ainsi qu'à échanger les points de vues et les expertises". A cet égard, la déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, a rappelé les efforts de l'Algérie pour la promotion des droits de l'enfant, notamment à travers la ratification des différentes conventions relatives aux droits de l'Homme et de l'enfant. Elle a, en outre, évoqué les différents textes de loi relatifs à la protection et à la promotion de l'enfance, citant la Constitution de 2020, ayant consacré, pour la première fois, "la constitutionnalisation de l'intérêt supérieur de l'enfant, à l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui classe le dossier de l'enfance parmi les priorités de son programme". De son côté, le président de l'UNOA, Brahim Tairi, a évoqué les dangers du mésusage de l'espace numérique sur la catégorie des enfants et des jeunes, appelant à "la conjugaison de tous les efforts en vue de diffuser une culture juridique à même de contribuer à la sensibilisation de la société aux risques du contenu numérique médiocre et l'encourager ainsi à adopter des pratiques responsables". A cette occasion, une convention de partenariat a été signée entre l'ONPPE et l'UNOA afin de renforcer le rôle de l'avocat dans la protection des droits de l'enfant.
Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de présidents et de représentants d'instances nationales et de créateurs de contenu, a permis de débattre de plusieurs sujets, dont "le rôle des influenceurs dans la création d'un contenu numérique de qualité, l'impact du contenu numérique sur la santé mentale de l'enfant et le renforcement de la conscience numérique pour un usage sûr de l'espace numérique chez les enfants et les parents".